

0. Introduction générale

0.1. Etat de la question et problématique du travail

Envisager le développement revient à se poser la question du financement. En effet, le développement vise des objectifs dont la concrétisation nécessite le financement. Il existe donc une relation entre le développement et le financement. Gurley, Shaw et Goldsmith le faisaient remarquer pour rompre avec la croyance selon laquelle la croissance économique n'avait pas de liens avec le développement financier¹. Le rapport entre la finance et l'économie réelle nous semble une vieille question. Comme le rappelle Doligez, « le débat sur 'la nature du commerce des promesses et du risque', c'est-à-dire de la finance et de son impact sur l'économie et le développement, mobilise les économistes depuis les mercantilistes et les physiocrates »².

En 1940, lorsque la théorie du développement est formulée³, celle du financement s'en-suivait. On se souviendra que cette théorie conçoit le développement dans la même ligne de pensée que la théorie néoclassique originelle du développement d'Alfred Marshall. Cette dernière fait dépendre le développement à la fois de la quantité et la qualité des biens produits, laquelle quantité est fonction du capital et du travail disponibles.

L'application de cette analyse de base à l'économie sous développée conduira à la conception d'un modèle prioritairement centré sur la quantité d'investissements. Dès lors, la lutte contre le sous développement devrait être menée à travers la promotion d'une série d'investissements de capital et de travail qui agissent simultanément dans divers secteurs de l'économie⁴. C'est la théorie de la croissance équilibrée.

L'Etat y joue un rôle de premier plan comme unique acteur doté d'une capacité d'intervention, notamment celle d'assurer la simultanéité des investissements en toutes sortes d'entreprises. Cette simultanéité est considérée comme nécessaire à la réussite des entreprises individuelles⁵. Selon Hirschman, il s'agit d'une période où le

¹ - Gurley J.G., Shaw E.S. (1967), "Financial Structure and Economic Development", in *Economic Development and Cultural Change*, vol. 15, n°3, avril 1967, pp.257-267.

- Gurley J.G., Shaw E.S. (1960), *Money in a Theory of Finance*, Brookings Institution, Washington. Les deux auteurs montrent le rôle des intermédiaires financiers dans l'affectation de l'épargne vers l'investissement.

- Goldsmith R. W. (1969), *Financial Structure and Development*, Yale University Press, New Haven. Dans leurs écrits de 60 (Gurley et Shaw) et de 69 (Goldsmith), ces auteurs trouvent que la présence du système financier favorise la diversification du portefeuille de l'investisseur et l'incite à financer des projets plus risqués.

- Goldsmith R.W. (1970), « Prolégomènes à l'analyse comparative des structures financières », in *Revue d'Economie Politique*, t. LXXX, n°3, mai-juin 1970, pp.395-423.

² Doligez F. (2002), « Microfinance et dynamiques économiques : quels effets après dix ans d'innovations financières ? », in *Revue Tiers Monde*, t. XLIII, n° 172, octobre-décembre 2002, p.783.

³ Cette théorie est en grande partie formulée en Angleterre au début des années 40 à travers les études engagées en vue d'un programme de reconstruction des économies de l'Europe centrale et du Sud ravagées par la guerre.

Sachs I. (1999), « L'économie politique du développement des économies mixtes selon Kalecki : croissance tirée par l'emploi », in *Mondes en Développement*, t.27, pp. 23-34.

⁴ Essombe Edimo J.R. (1998), « Dynamique financière des tontines : quels enseignements pour le financement des petites entreprises en Afrique ? », in *Revue Tiers-Monde*, n°156, octobre-décembre 1998, p.862. Guillaumont P. (1987), « Afrique : endettement d'euphorie et endettement de pénurie », in François Jean (sous la direction), *La dette : catastrophe ou mutation*, Fondation Liberté sans frontières, Paris, pp.55-65. cf. aussi Nurkse R. (1953) dans sa théorie de la croissance balancée, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, Oxford, Great Britain.

⁵ Hirschman A.O. (1961), *Stratégie du développement économique*, Economie et Humanisme/Les Ed. Ouvrières, Paris, p.70

capital est considéré comme l'agent principal du développement. En effet, pendant longtemps, il précise, « *Jusqu'à 1914 certainement et peut être jusqu'à 1929, les ressources naturelles tinrent la première place dans l'appréciation des chances de développement d'un pays. Cette croyance en l'importance stratégique du capital est allée jusqu'à une période où l'offre d'entrepreneurs et d'administrateurs capables occupe dans les études officielles une place de premier plan, au moins égale à celle du capital* »⁶.

Le développement s'avère donc fonction d'acteurs et la source du financement se révèle dépendante du contenu du développement. De là découlent deux questions : d'une part quel financement pour quel développement, d'autre part celle de l'efficacité du financement et des organisations par rapport au développement.

Lorsqu'on aborde la question de l'épargne pour financer le développement des espaces dits sous-développés, les préoccupations des théoriciens du développement ne portent ni sur les incitants à la mobilisation de l'épargne dans ces espaces ni sur les opportunités de placement de cette épargne. Leurs discours portent soit sur une incapacité d'épargner justifiant le désintéret pour la mobilisation de l'épargne intérieure⁷, soit sur une épargne insuffisante exigeant une assistance permanente⁸, soit sur une épargne cachée, éparpillée ou mal utilisée⁹. Selon Rostow, cité par Gélinas, « *L'épargne n'existe pas ou si elle existe, elle apparaît comme si rarissime que l'on perdrait son temps à essayer de la glaner* »¹⁰

Ces allégations d'absence d'épargne sont relayées encore aujourd'hui par les discours de certains organismes de microcrédit. D'après ceux-ci en effet, les pauvres (les Africains en l'occurrence) n'ont pas besoin d'épargner. Ils ont plutôt besoin de crédit. Empêtrés dans ce système, les acteurs, qu'il s'agisse des particuliers ou des gouvernements (local, régional ou central) ne fournissent pas d'efforts pour épargner. Ils dilapident les fonds à leur disposition parce qu'ils reçoivent ou espèrent recevoir continuellement une manne de l'extérieur.

Tenus à assurer une mission « modernisatrice » et fidèles au postulat d'absence d'épargne intérieure, les Etats indépendants d'Afrique ont cédé aux discours du rôle

⁶ Hirschman A.O. (1961), op. cit, p.13

⁷ Les hypothèses d'absence sont soutenues par les pouvoirs publics, selon lesquelles les paysans ne peuvent ni ne veulent épargner sous formes financières tant que leurs ressources n'ont pas atteint des niveaux relativement élevés.

Cf. Adams D.W. (1985), « L'épargne financière rurale a-t-elle un rôle à jouer dans le développement ? », in *Epargne et Développement*, Kessler Denis et Ullmo P.A. (Eds), Economica, Paris, pp. 9-16.

⁸ - Nurkse R. (1953), *Problems of capital formation in underdeveloped countries*, Oxford, Great Britain.

- Chenery H.B. et Strout A.M. (1966), "A Foreign Assistance and Economic Development", in *American Economic Review*, vol. LVI, n° 4, Part I, september 1966, pp. 679-733

- Agence Française de Développement (2005), *L'aide au développement. Evolutions récentes et grands débats*, Paris, pp. 48-49

⁹ - Hirschman A.O. (1981), *Essays in Trespassing. Economics to Politics and Beyond*, Cambridge University Press, London, p. 9.

- Hirschman A.O. (1958), *The Strategy of Economic Development*, New Haven, Yale University, p.5

- Depuis Duesenbery J., il a été communément admis que l'épargne des ménages en pays sous développés était beaucoup trop insuffisante pour pouvoir apparaître comme le moteur du financement des investissements dans ces pays à cause de « l'effet de démonstration » cf. Essombe Edimo J.-R. (1995), *Quel avenir pour l'Afrique ? Financement et développement*, Nouvelles du Sud, Paris, p. 39.

¹⁰ Gélinas J.B.(1994), *Et si le Tiers-Monde s'autofinçait. De l'endettement à l'épargne*, Les éd. Ecosociété, Montréal (Québec), p. 37

positif de l'emprunt extérieur sur la croissance : s'endetter dans l'espoir de générer une épargne utile à la croissance et au remboursement de la dette.

Ces discours étaient d'autant plus convaincants, vu les expériences réussies des transferts des fonds anglais sur les économies américaine, canadienne et australienne d'une part, d'autre part celles du plan Marshall sur les économies européennes après la deuxième guerre mondiale¹¹. Aussi, les banques du Nord, face à d'énormes liquidités dans les années 1960 et 1970, ont-elles poussé les pays du tiers-monde à s'endetter en leur proposant des conditions alléchantes¹². Ainsi, « *Acquis d'emblée au modèle du développement à crédit, les gouvernements des pays sous-développés se sont crus dispensés d'établir des politiques de mobilisation de l'épargne nationale. Ils ont plutôt favorisé la mise en place des systèmes bancaires extravertis, destinés à capter les flux financiers apparemment généreux et inépuisables de la coopération internationale* »¹³.

Les modes populaires de financement, pourtant reconnus par le dualisme financier des pays en développement, ont été disqualifiés et dévalorisés.

Malheureusement pour ces pays, le modèle de développement conduit par l'Etat, inadapte (investissements inappropriés et improductifs, non économique ou de prestige) et mal géré (affectation des ressources de la dette à des objectifs politiques¹⁴) n'a pas produit les résultats escomptés, c'est-à-dire la satisfaction des besoins humains fondamentaux. Il a plutôt conduit à l'endettement durable. Son mode de financement, encore d'actualité, plutôt que de contribuer au rôle positif escompté (la formation de l'épargne), absorbe les maigres et instables revenus des Etats. Ne laissant pas de marge de manœuvre pour dégager une épargne nécessaire à l'investissement national, l'endettement est devenu non seulement un obstacle au processus de développement des économies africaines mais également un outil d'asservissement des pays endettés.

En effet, les services de la dette, supérieurs aux rentrées, creusent les déficits budgétaires (déjà précaires) et les Etats sont obligés de prendre des décisions arbitraires¹⁵ et impopulaires.

Au nom d'une orthodoxie budgétaire, ces Etats doivent réduire les dépenses d'éducation et de santé. Ils doivent réduire les cultures vivrières au profit des cultures d'exportation¹⁶. Ils doivent supprimer les subventions aux produits de base, procéder à des licenciements dans les services publics jusqu'à geler des salaires, pourvu que la dette soit remboursée.

¹¹ Bekolo-Ebe B. (1985), *Le statut de l'endettement extérieur dans l'économie sous-développée. Analyse critique*, Présence Africaine, Paris, pp.188-223

¹² Bonfond O., « Oser l'annulation totale de la dette du Tiers-Monde », in *Hémisphères*, n° 29, p. 3.
- Toussaint E. (2006), *Banque mondiale, le Coup d'Etat permanent. L'agenda caché du Consensus de Washington*, Syllepse, Paris, p.158. A ces pays on propose des taux d'intérêt bas et de longues périodes de remboursement.

¹³ Gélinas J.B. (1994), op.cit, p.26.

¹⁴ Médard J.F. (1998), « La crise de l'Etat néo-patrimonial et l'évolution de la corruption en Afrique sub-saharienne », in *Mondes en développement*, t. 26, pp.55-67.

¹⁵ En ce sens qu'elles ne tiennent pas compte de l'ensemble des personnes qui bénéficient des services créés. C'est le cas des infrastructures de santé ou d'éducation qui sont fermées ou supprimées à des fins de limiter les effectifs pléthoriques reconnus dans les différents appareils d'Etat. Le besoin d'éducation, de santé, etc. devrait plutôt être rationalisé en tenant compte de plusieurs facteurs.

¹⁶ On assiste, pour accroître la production des produits agricoles exportables, à une déforestation visant à gagner de nouvelles surfaces à cultiver.

C'est ainsi que depuis les années 80, sous la tutelle de plus en plus contraignante des organisations financières multilatérales, les Etats dans les pays du Sud sont obligés de consacrer une part considérable de leurs ressources au service de la dette, de diminuer leurs interventions dans l'activité économique, de réduire l'importance des services publics et des transferts sociaux¹⁷. A en croire Chaffa, l'Afrique subsaharienne consent annuellement un service de la dette de 20 à 40% des revenus d'Etats¹⁸. Déjà en 1994, le Sénégal consacrait 74% des dépenses ordinaires de l'Etat au paiement de la dette¹⁹. Et pour la R.D. Congo en particulier, ces services enregistrent une évolution spectaculaire.

« De 2.300 millions de dollars US (soit 30,2% du PIB) en 1990, le service de la dette s'est chiffré à 7.600 millions de dollars US en 1999 (soit 121,2% du PIB). Rapporté aux recettes publiques et aux recettes d'exportation, le ratio du service de la dette est passé respectivement de 249,7% et 98,6% en 1990 à 2.287,6% et 536,3% en 1999. Sur la même période, il a représenté successivement 345.118% des dépenses de santé et 80.828% des dépenses de l'éducation en 1990 »²⁰

A suivre Bonfond, « la dette a déjà été remboursée plusieurs fois. Pour un dollar dû en 1980, les pays en développement ont remboursé 10 dollars et en doivent encore 5.(...) Pis, le Sud rembourse plus qu'il ne reçoit en nouveaux prêts. Entre 1999 et 2004, il a ainsi transféré en moyenne 80 milliards de dollars par an vers ses créanciers »²¹.

Le développement des Etats se trouve hypothéqué et l'avenir de générations entières est sacrifié. Les doutes exprimés sur la capacité de l'endettement à dégager de l'épargne utile à la croissance ne font que se (re) confirmer à travers le temps. Il en est de même des conclusions que l'afflux des capitaux étrangers (dont l'aide) n'a qu'une faible influence sur la croissance économique des pays qui en bénéficient²².

Avec la reprimarisation de l'économie²³, la détérioration des termes de l'échange et la part de plus en plus insignifiante de l'Afrique subsaharienne dans le commerce

¹⁷ - Peemans J.-Ph., Esteves A, Laurent P.-J. (1990), *Stabilité politique, ethnicité et dimensions socio-économiques de la gouvernamentalité locale. Crise du développement et de l'Etat-Nation, demandes d'identité et dimension de l'ethnicité, Synthèse et résumé*, n° 9, AGCD, Bruxelles, p. 25

- King A. & Schneider B. (1991), *Question de survie. La révolution mondiale a commencé*, Calman-Lévy, Paris, p. 148

¹⁸ Chaffa A. (2001), « Aide au développement : quand le FMI frémit... », in *Economie et Humanisme*, n°356, mars-avril 2001, pp.71-76.

¹⁹ Duruflé G. (1994), *Le Sénégal peut-il sortir de la crise ? Douze ans d'ajustement structurel*, Karthala, Paris.

²⁰ République Démocratique du Congo, *Mémoire présenté à la Troisième Conférence des Nations Unies sur les Pays les moins avancés*, Bruxelles, 14-20 mai 2001, p.15

²¹ Bonfond O., art.cit., p. 3

²² - Kessler D. (1985), « Endettement, épargne et croissance dans les pays en développement », in *Epargne et Développement*, Kessler D. et Ullmo P.A. (Eds), Economica, Paris, pp.383-395.

- Kessler D. & Strauss-Kahn D. (Avril-juin 1984), « Existe-t-il un lien entre l'épargne intérieure et l'afflux des capitaux extérieurs ? », in *Revue Tiers-Monde*, Tome XXV n°98, pp.269-297.

- Gélinas J.B. (1994), op. cit.

- Toussaint E. et Zacharie A. (2001), *Afrique. Abolir la dette pour libérer le développement*, CADTM, Bruxelles.

²³ Une économie où les échanges sont principalement basés sur les matières premières. Au début des années 80, on assiste simultanément à un effondrement des cours des produits d'exportation suite à la surabondance de ces produits sur le marché mondial d'une part, d'autre part à une explosion des montants à rembourser suite à la décision des Etats-Unis d'augmenter brutalement les taux d'intérêt. Or les taux d'intérêt consentis au pays du Tiers-monde étaient variables et indexés sur des taux anglo-saxons de sorte que du jour au lendemain, les intérêts à rembourser sont triplés. Cf. Bonfond O., art.cit. p.3

mondial (plus de 3% en 1980 à moins de 2% en 1998 ainsi qu'en 2002²⁴) les Etats ne peuvent pas faire face à leurs engagements. Etranglés financièrement, ces pays doivent emprunter, au prix fort, pour rembourser : c'est la spirale infernale²⁵. Aussi, réduit à sa plus simple expression, au lieu de promouvoir des voies adaptées à la réponse aux besoins des gens, l'Etat a-t-il tendance à s'en détourner.

Mais alors, au cours des années 1980, pendant que se manifestent la crise de la dette (1982) et les échecs du modèle de développement conduit par l'Etat, les acteurs populaires et leurs modes de financement, toujours actifs, deviennent de plus en plus visibles. Ces « irrationnels », ces « inefficaces », ces invisibles et marginalisés d'hier sont réhabilités et leurs modes d'organisations tant financières qu'économiques de proximité leur rendent une multiplicité de services et deviennent davantage populaires.

En effet, durant cette période, une lecture positive est faite de ces acteurs et de leurs institutions suite à une abondante littérature réalisée dans des régions (ou villages) particulièrement d'Asie et d'Afrique²⁶.

Grâce à cette littérature, les pratiques financières informelles sont vues comme des formes originales d'entraide et non des survivances de la société traditionnelle. Elles montrent qu'elles peuvent être à la base d'une autre voie de développement basée sur d'autres acteurs, un développement en dehors de tout à la modernisation et de tout par l'Etat. Elles montrent que l'épargne locale peut participer à la construction du développement.

En effet, sans avoir bénéficié de l'endettement et du financement institutionnel, ces marginalisés des politiques nationales de développement se prennent en charge. Tout en supportant le poids de la dette²⁷, ils font à la hauteur de leurs possibilités ce que l'Etat devait faire avec son financement d'où qu'il provienne : construire les infrastructures de transport, de télécommunications, les infrastructures dites d'utilités publiques²⁸ (réseau d'adduction d'eau, d'égouts, ramassage et traitement de déchets, fourniture d'électricité) et celles de services (équipements éducatifs, de santé, sociaux, ...).

En produisant tant soit peu des biens dont ils ont besoin, en organisant leurs relations (entre eux et avec leurs milieux), en organisant la distribution des richesses entre individus et groupes d'individus, ces acteurs atteignent un objectif de développement humain²⁹ qu'ils sont capables d'accroître. En effet, les gens peuvent envisager des voies nouvelles de solutions fondées sur leur expérience. Ce qui pose la question de

²⁴ - Sharer R. (2001), « Commerce, investissement et intégration régionale », in *Finances et Développement*, décembre 2001, pp.14-17

- Treillet S. (2005), *L'économie du développement. De Bandoeng à la mondialisation*, 2^{ème} édition, Armand Colin, Paris, p. 149

²⁵ Bonfond Olivier, art.cit. p. 3

²⁶ Lelart M. (éd) (1994), *Finance informelle et financement du développement*, AUPELF-UREF, Beyrouth, Liban, p. 8.

²⁷ Non seulement les chômeurs créés par les gâchis des politiques de modernisation bénéficient des biens et services créés par les acteurs populaires mais également les services publics vivent (en les étouffant) des activités d'acteurs populaires à travers des impositions de toute nature.

²⁸ Henner H.-F. (2000), « Infrastructure et développement », in *Mondes en Développement*, tome 28, n°109, p. 79.

²⁹ En vogue depuis les années 1990, ce développement a pour objectif le bien-être matériel, social et culturel des individus et des sociétés. L'espérance de vie, le taux d'alphabétisation, le taux brut de scolarisation et le PIB réel par habitant sont ses indicateurs.

savoir s'il n'existe pas une autre voie de développement en dehors de celle portée par le capital au centre, une autre voie où l'Etat peut jouer d'autres rôles.

En même temps qu'un rôle positif leur est reconnu, le développement spectaculaire de ces initiatives suscite des questionnements sur leur efficacité à financer le développement et sur leur émergence dans une économie de marché. Ces questionnements portent également sur leur pérennisation ainsi que sur l'attitude à adopter vis-à-vis d'elles, notamment les solutions dites d'articulation ou d'intégration³⁰.

La même question d'efficacité de la finance informelle par rapport au développement revient au cours des années 90. Faisant du microcrédit un instrument de lutte contre la pauvreté (un puissant instrument de développement de la condition des femmes dans le monde), les organismes de microcrédit trouvent que la finance informelle ne résout pas la pauvreté, parce qu'en imposant une épargne préalable au crédit, elle s'intéresse à une clientèle déterminée et pas aux « pauvres ». Il ressort de cette lecture que l'intérêt que porte le milieu des organismes de financement témoigne de l'importance que les différentes politiques, celles d'ajustement structurel notamment, accordent aux activités informelles³¹.

Manifestement, la problématique de l'efficacité (ou du rôle) de la finance informelle, celle de son émergence dans une économie de marché, celle de sa pérennisation ainsi que celle de la rationalité alimentent la chronique du rapport de la finance informelle au développement. Il est évident qu'en une époque où le développement des nations est conçu comme possible à l'intérieur d'un marché globalisé, l'on s'interroge sur cette efficacité par rapport au développement.

C'est dans cette problématique d'efficacité de la finance informelle par rapport au développement que nous inscrivons notre question de recherche. Celle-ci consiste à savoir comment les systèmes populaires de financement, de la manière de leur organisation et de leur fonctionnement, peuvent offrir une contribution efficace à la construction d'un développement durable. Il s'agit de raisonner sur un cadre institutionnel qui permettrait une intervention efficace ou alors une meilleure prise en compte des composantes de la finance populaire (les acteurs et leurs pratiques, leurs systèmes et mécanismes de mobilisation) dans la construction du développement sans qu'elles se présentent comme alternatives ni comme subalternes, mais complémentaires aux acteurs et aux systèmes de mobilisation existants. En effet, de la manière dont cette finance est organisée, il y a lieu de se demander si son efficacité par rapport au développement ou sa meilleure prise en compte dans le processus de développement passe par une intégration, par une conversion, par une fédération ou confédération ? Ou alors, cette efficacité passe-t-elle par laisser les institutions différentes dans la manière de leur fonctionnement et de leur organisation ? Si l'intervention efficace ne se trouve pas dans une stratégie de croissance, comment les composantes de la finance populaire peuvent-elles devenir fortes par rapport au développement sans s'agrandir ?

³⁰ Germidis D., Kessler, D. & Méghir, R. (éds) (1991), *Systèmes financiers et développement : quel rôle pour les secteurs financiers formel et informel ?* OCDE, Paris, pp.13-23

³¹ Charmes J. trouve en ces activités une composante stratégique des programmes d'ajustement structurel. Le secteur informel en est un indicateur important, notamment dans sa dimension sociale. Il doit faire l'objet d'évaluation fiable et régulière. C'est pourquoi les programmes d'ajustement structurel prévoient le plus souvent d'apporter un appui important aux services statistiques dans cette perspective. Cf. Charmes J. (1991), « Ajustement structurel et activités informelles en Afrique. Approches macroéconomique, qualitative et statistique », in *Chroniques du Sud*, n° 6, Modèles de développement et économies réelles, ORSTOM, octobre 1991, p. 82.

0.2. Objectifs de l'étude

D'une manière générale, notre thèse se veut une contribution à une meilleure connaissance des mécanismes et des pratiques d'acteurs dans le financement et la construction du développement au Nord-Est de la République Démocratique du Congo particulièrement dans les territoires de Beni et de Lubero. Notre effort se concentre sur l'identification et la compréhension de ces mécanismes, étant donné l'importance stratégique des acteurs et de leurs pratiques. Cette compréhension permet de fournir des outils nécessaires au renforcement de cette dynamique de développement en ouvrant des perspectives d'une meilleure prise en compte des différentes pratiques de financement du développement.

L'enjeu majeur de notre recherche est donc l'amplification (l'extension) de la capacité des initiatives individuelles et associatives de base, capables d'entreprendre des projets réels et de contribuer au développement des communautés compris comme « *une action coordonnée et systématique qui, en réponse aux besoins ou à la demande sociale, vise à organiser le progrès global - d'une communauté territoriale bien délimitée ou - d'une population-cible avec la participation des intéressés* »³².

Cette amplification ne consiste donc pas à consolider seulement l'associatif financier. Elle consiste en la consolidation du système associatif dans son entier. Il s'agit d'aller vers le maximum possible dans la cohérence multisectorielle des initiatives individuelles et associatives.

C'est dans les manières de faire des gens que nous allons trouver cette capacité de créer des projets réels et d'aboutir à une cohérence multisectorielle.

Nous sommes convaincus que, comprendre les acteurs, leurs logiques et leurs attentes dans leurs institutions de financement, c'est investir dans les capacités et dans les énergies humaines. Nous sommes conscients que cette façon de faire constitue sans doute le meilleur moyen d'atteindre l'efficacité économique préconisée par Boltanski et Thévenot³³.

D'une manière spécifique, les objectifs peuvent s'énoncer comme suit :

- identifier les acteurs, les différents systèmes et pratiques tant de mobilisation des ressources que de construction du développement ;
- relever, comprendre et interpréter les différents mécanismes et stratégies de mobilisation des ressources et de construction du développement ;
- situer dans le temps, les acteurs et les pratiques aussi bien de mobilisation que d'allocation des ressources ;
- relever l'apport des acteurs et de leurs pratiques par rapport au processus de développement ;
- comprendre les motivations des acteurs impliqués dans ce processus de développement ;
- proposer des stratégies d'une meilleure prise en compte d'acteurs et de leurs pratiques dans la construction d'un développement durable.

Cette étude concerne donc un certain apport de la finance populaire dans les activités du développement. Elle concerne également les effets retour de la croissance des activités sur les institutions financières de proximité, c'est-à-dire une organisation adaptée à l'évolution de la demande. C'est pourquoi nous parlons de 'finance populaire et développement durable'.

³² Rezsóhazy R. (1985), *Le développement des communautés. Participer, programmer, innover*, CIACO, Louvain-la-Neuve, p. 14.

³³ Boltanski L. & Thévenot L. (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris, p.255.

0.3. Hypothèses de travail

Nous partons de l'hypothèse selon laquelle la théorie dominante dans le domaine du développement et de son financement a toujours occulté le rôle et l'efficacité des pratiques populaires de financement par rapport au développement. Cette occultation vient du fait de ne pas prendre en compte les demandes des gens. Elle vient d'une prise en compte exclusive des modes officiels de financement du développement, mais aussi d'une volonté de détacher les pratiques des gens de leur contexte social, historique, culturel, politique. Ces contextes sont pourtant des dimensions indispensables pour appréhender ce phénomène de la finance populaire par rapport au développement en fonction des acteurs concernés.

Les conséquences de cette occultation sont nombreuses. En effet, à partir d'elle, la théorie dominante conçoit l'efficacité de la finance populaire par rapport à des objectifs modernisateurs, des objectifs monétaires et financiers. Elle néglige les dimensions à la fois sociales et économiques des organisations des acteurs populaires. L'efficacité est conçue par rapport à la taille. Aussi, la finance populaire est-elle conçue comme un phénomène conjoncturel devant disparaître avec la modernité. C'est ainsi que les approches proposées pour rendre efficace la finance populaire s'écartent des objectifs des acteurs populaires comme nous en rendons compte dans l'analyse du concept d'efficacité.

L'objet de ce travail est de rendre compte d'une réalité socio-économique ancrée dans la vie quotidienne des populations. Ainsi, par rapport à notre question de recherche ainsi qu'à nos objectifs, nous pensons que l'efficacité des pratiques populaires de financement par rapport au développement proviendrait d'une consolidation³⁴ de ces pratiques comme continuum et complémentaire aux modes de financement dont l'Etat se sert pour s'engager dans le développement.

C'est dans cette consolidation que nous pensons atteindre l'objectif d'amplification de la capacité de la dynamique d'initiatives par rapport au développement.

Etant donné qu'il s'agit dans cette thèse d'une approche par les pratiques et par les acteurs, nous pensons qu'une intégration des pratiques et des acteurs constitue une voie de consolidation et une meilleure prise en compte des composantes de la finance populaire pour un développement durable.

Cette consolidation se traduit par la recherche d'une cohésion intersectorielle et inter initiatives visant le renforcement des structures existantes comme l'un des éléments majeurs de la définition du développement par les acteurs.

Elle appelle également la recherche des complémentarités entre rationalités des acteurs individuels (hommes, femmes) et institutionnels à tous les niveaux : grands et petits.

A notre sens, c'est dans la recherche de ces complémentarités entre les initiatives et les acteurs (hommes et femmes, jeunes et vieux, Etat et population, global et local, ville-campagne, grandes entreprises et petites entreprises, etc.) que se trouve l'efficacité de cette dynamique par rapport au développement.

En effet, ces différents projets ou encore ces différentes initiatives risquent de paraître des initiatives séparées les unes des autres, aussi longtemps que nous ne savons

³⁴ C'est-à-dire d'abord en la maintenant comme base d'organisation pour ensuite l'orienter ou la réorienter en fonction des défis du moment. Cette finance n'est pas conçue comme une nouveauté, mais plutôt comme une réalité imbriquée ou déjà inscrite dans les pratiques sociales (un continuum).

pas chercher les articulations possibles entre elles. Or l'efficacité des uns par rapport aux autres ou de la finance par rapport au développement relève aussi de la compréhension et de la mise en œuvre de cette complémentarité. Nous estimons qu'il est réaliste et authentique d'insister sur le renforcement des dynamiques d'initiatives de base existantes. En effet, il n'est pas si simple de développer de nouvelles activités pour résoudre le problème du chômage. En accord avec Aznar, nous soutenons qu'il est plus simple de développer une nouvelle manière de faire de l'économie en s'appuyant sur des dynamiques déjà à l'œuvre dans nos sociétés³⁵.

Dans sa volonté de consolider la dynamique de la finance informelle, notre hypothèse rejette les allégations d'une absence d'épargne ayant entraîné le recours inefficace à l'endettement³⁶. Elle reconnaît l'absence d'une part des mécanismes confiants de drainage de l'épargne, d'autre part d'opportunités capables d'augmenter les plus values de l'épargne locale. Nous convenons ainsi avec Rutheford que

« Lorsque les pauvres n'épargnent pas, c'est rarement parce qu'ils ne le veulent pas ou n'en ont pas besoin. C'est bien plus souvent par absence de moyens sûrs et adéquats : pas de lieu sûr où placer vos économies, pas de prêteur privé pour vous accorder une avance sur votre épargne, ou pas de club d'épargne pour vous aider à épargner en continu »³⁷.

En effet, l'afflux des gens, davantage vers les systèmes populaires de financement que vers les systèmes modernes, nous semble beaucoup plus une question de confiance que de taille réduite de revenus.

0.4. Démarche méthodologique : approches de l'étude et sources des données

0.4.1. Approches de l'étude

En vue de comprendre la réalité de la finance populaire par rapport au développement, nous avons recouru à différentes approches. Il s'agit des approches de dynamique par les acteurs et par les pratiques, des approches qualitative, historique, systémique et socio-anthropologique. A ces dernières s'est ajoutée l'induction. Ces approches sont intervenues pour la collecte des données et leur analyse ainsi que pour les orientations données à cette efficacité de la finance populaire par rapport au processus de développement local. L'interprétation des résultats est beaucoup plus qualitative et consiste en une analyse du contenu des informations obtenues.

L'approche portant sur les acteurs et leurs pratiques a consisté en une identification des acteurs et de leurs pratiques de financement. Ces acteurs et ces pratiques sont en effet au centre de cette étude.

Nous utilisons l'approche qualitative à travers l'identification et la description d'une part des pratiques, des systèmes et stratégies de mobilisation, d'autre part d'organisations d'acteurs et d'acteurs eux-mêmes, de ce que font les acteurs, de leurs manières d'intervenir, de leurs manières de faire ou des conventions comme les nomme Sugden³⁸. Cette dynamique est en fait appréhendée, expliquée à travers toutes ces composantes et ces relations. Nous saisissons ainsi la rationalité des acteurs à plusieurs niveaux ; d'une part au niveau de la gestion des rapports humains notamment la résolution des conflits et des échecs possibles, d'autre part au niveau de la

³⁵ Aznar G., Caillé A. et al. (1997), *Vers une économie plurielle : un travail, une activité, un revenu pour tous*, La Découverte & Syros, Paris, p.97.

³⁶ Kessler D. (1985), art.cit., p.393.

³⁷ Rutheford S. (2002), *Comment les pauvres gèrent leur argent*, Gret-Karthala, Paris, p.23

³⁸ Sugden R. (1986), *The Economics of Rights, Co-operation and Welfare*, Basic Blackwell, NewY-ork, p.32

transformation de la 'petite' épargne en biens et services de base. C'est sur le résultat de cette compréhension que se sont basées nos suggestions des politiques pour la construction d'un développement durable.

L'analyse des données combine des éléments qualitatifs et quantitatifs avec un accent sur l'aspect qualitatif. La raison est que nous parlons de phénomènes qui s'inscrivent beaucoup plus dans les pratiques et les mœurs des gens, et dont l'explication se prête moins ou pas à la quantification. Il s'agit d'une analyse de l'économie comme action sociale, comme praxis pour reprendre les termes de M. Weber³⁹

En effet, nous estimons que, pour ce genre de phénomènes, une méthode qualitative peut rendre compte de la situation mieux que ne le feraient des modèles mathématiques. Par ailleurs, ce n'est pas l'évaluation quantitative qui donne sens à ces phénomènes, mais plutôt le bonheur qu'ils rendent aux gens. L'évaluation de l'incidence est donc faite sur la perception du changement des conditions d'existence des gens dans leur ensemble.

Nous recourons toutefois à une méthode statistique à travers l'usage des comparaisons des moyennes de certaines données statistiques⁴⁰ obtenues que nous présentons sous formes de tableaux. Dans ces initiatives, il est pratiquement difficile de chiffrer avec précision les bénéfices réalisés par les acteurs. Si on veut en savoir quelque chose, ce sont des approximations faute des références ou des critères précis de la rentabilité de l'activité. Ce qui est certain, dans pareil contexte, est que soit on sur-évalue, soit on sous-évalue ces bénéfices ; ce qui joue sur les politiques à adopter. Une appréciation quantitative de cette dynamique d'initiatives est donc sujette à des erreurs.

C'est pourquoi nous apprécions cette dynamique à travers sa pérennisation même, ainsi qu'à travers ses réalisations tant dans la vie de l'individu membre que de sa communauté de vie. C'est ainsi que nous focalisons notre attention sur la manière dont cette dynamique participe à la satisfaction des besoins des gens et de la société. Cette même attention est fixée sur la manière dont interviennent les mécanismes de mobilisation et d'affectation des ressources.

Par ailleurs, pour les acteurs concernés, la notion de l'intérêt est complexe. Ce n'est pas l'intérêt que nous connaissons dans les manuels d'économie : une rémunération d'un facteur capital en termes d'un taux bien déterminé. Cet intérêt, qu'il s'agisse des investisseurs ou des travailleurs, est fonction du bonheur tant matériel qu'immatériel que le travail entrepris ou l'investissement réalisé peut engendrer.

Il peut s'agir de la construction d'une maison pour le membre de la tontine, d'un capital obtenu, de la sécurisation en cas de problèmes, d'une source d'eau aménagée dans le quartier, etc. Il y a donc ici des logiques multiples. Auprès de ces acteurs, la notion d'accumulation ou de croissance n'est pas absente. Cependant, nous convergions avec Nyssens et Larraecha sur le mode d'évaluation de l'accumulation. Selon ces auteurs en effet, « *L'accumulation s'évalue au développement des « valeurs, capacités et énergies créatrices des acteurs eux-mêmes » à l'intensification des liens sociaux* »⁴¹.

³⁹ Weber M. (2003), *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, traduit de l'anglais par Jean-Pierre Grossein, p. XVII.

⁴⁰ Que ces statistiques proviennent des populations ou de l'Etat.

⁴¹ Larraecha I. & Nyssens M. (1994), « L'économie solidaire, un autre regard sur l'économie populaire au Chili », in *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Laville J.-L. (sous la direction de), Desclée de Brouwer, Collection Sociologie économique, pp. 177-222.

L'approche qualitative n'aurait pas suffi à appréhender, à comprendre le phénomène étudié et à suggérer. L'étude a fait appel à d'autres approches. En effet, l'étude renvoie à une approche systémique⁴² étant donné la nécessité d'une prise en compte du phénomène de la finance populaire dans ses relations avec son environnement ou dans sa globalité. La finance populaire s'est présentée à nous comme un ensemble constitué d'éléments en interaction. C'est à ce niveau de la compréhension du phénomène dans ses relations avec son environnement que se justifient aussi bien les approches socio-anthropologique qu'historique.

L'approche socio-anthropologique trouve sa justification dans deux faits : le premier autour de l'homme, le second autour de ses relations. En effet, en considérant la finance informelle comme un continuum, c'est-à-dire ayant une dynamique propre, cette recherche s'intéresse aux motivations intérieures de l'homme (parlons de l'acteur) à agir ou à souscrire et ce qui le motive réellement de l'intérieur et non pas seulement aux lois qui le font agir⁴³. C'est la dimension anthropologique. Grâce à elle, nous nous sommes rendu proche de l'homme qui agit, nous l'avons observé en tant que sujet susceptible de choix et d'initiatives⁴⁴, nous avons observé ce qu'il fait, nous sommes entré dans le jeu de ses intrigues, nous avons créé la confiance et participé à l'objet. Cette observation et cette participation nous ont permis de produire des données de qualité, surtout de déterminer les motivations réelles de l'homme à s'associer. C'est l'utilité de cette approche.

La dimension sociologique s'explique par le fait que notre recherche s'intéresse aux rapports sociaux entre les actrices et les acteurs ainsi qu'aux rapports des acteurs avec leur environnement. Cette dimension nous a permis de relever ces rapports et d'en tirer la contribution au développement. Il y a en effet des actions et des interactions entre les acteurs et leurs institutions. C'est ce vivre ensemble, ce faire ensemble, ce entreprendre ensemble, comment et ses conséquences sur les conditions d'existence des gens que nous voulons connaître, une démarche que Bouvier résume par « l'exister ensemble »⁴⁵. Or, la démarche socio-anthropologique s'y prête bien. Ce qui justifie son importance aussi bien pour la saisie que pour l'interprétation de l'information.

A travers l'approche historique, nous avons abordé la réalité de la finance populaire par une identification des pratiques de financement et des acteurs à travers le temps. Il s'agissait de saisir les rapports des acteurs et de leurs pratiques avec l'environnement politique, économique et social à travers le long terme.

Cette lecture de longue période nous a éclairé sur le fondement et l'évolution de la dynamique d'initiatives. A l'issue de cette lecture, nous avons déterminé si la dyna-

⁴² Une approche qui tient compte des interactions entre les différents éléments du système pour expliquer le phénomène.

⁴³ C'est en fait cesser de considérer l'homme comme un robot ou une machine préprogrammée qui doit obéir à des mécanismes ou à des lois économiques. L'économisme veut se faire la référence de toute l'action humaine alors que l'économie n'est qu'un aspect de l'activité humaine. L'idée que les organisations ou les associations sont faites pour les intérêts de leurs membres n'est guère nouvelle, ni propre à l'économie ; elle remonte à Aristote qui montre dans ses écrits que l'intérêt n'est pas seulement économique : « Les hommes voyagent de compagnie dans l'espoir d'en tirer un avantage particulier ou pour se procurer une chose particulière nécessaire à la vie, et de même il semble que les associations politiques sont nées et se sont perpétuées pour les avantages qu'elles apportent à la communauté »

cf. Aristote, cité par Olson Mancur (1978), *La Logique de l'action collective*, PUF, Paris, p.26.

⁴⁴ Ansart P. (1990), *Les sociologies contemporaines*, Seuil, Paris, p.217

⁴⁵ Bouvier P. (2000), *La socio-anthropologie*, Armand Colin, Paris, p.11.

mique est permanente ou si elle est due à une quelconque crise ou les deux à la fois. Cette même approche nous a permis d'apprécier si oui ou non on peut fonder un espoir solide sur le recours à cette dynamique en fonction des convictions des gens. De surcroît, de la lecture du temps long, nous avons eu des enseignements sur la manière dont cet autre mode de financement, cet autre développement et ces autres acteurs ont créé la confiance.

Nous avons enfin recouru à l'induction. En effet, nous partons des cas concrets ou d'expériences concrètes de résolution des problèmes dans différents domaines de la vie (scolarisation, santé, habitat, etc.) par les différents systèmes de mobilisation et d'allocation des ressources. Or, nous avons un objectif d'amplification de la dynamique de réponse des gens. Ainsi, pour cette recherche, la démarche inductive consiste à savoir comment étendre ces manières de résolution des problèmes à la plupart des gens et dans le temps. Il s'agit donc de savoir comment les solutions en matière de santé s'étendent d'un village à l'autre, quel mécanisme est derrière, comment la formule des tontines par des personnes physiques peut être un recours ultime pour des institutions ou des personnes morales.

Cette analyse des données s'appuie sur des informations minutieusement recueillies. Certes, nous avons mis à profit la connaissance que nous avons du milieu, des pratiques, des individus, des institutions en tant qu'acteur impliqué dans cette dynamique de développement et fils du terroir.

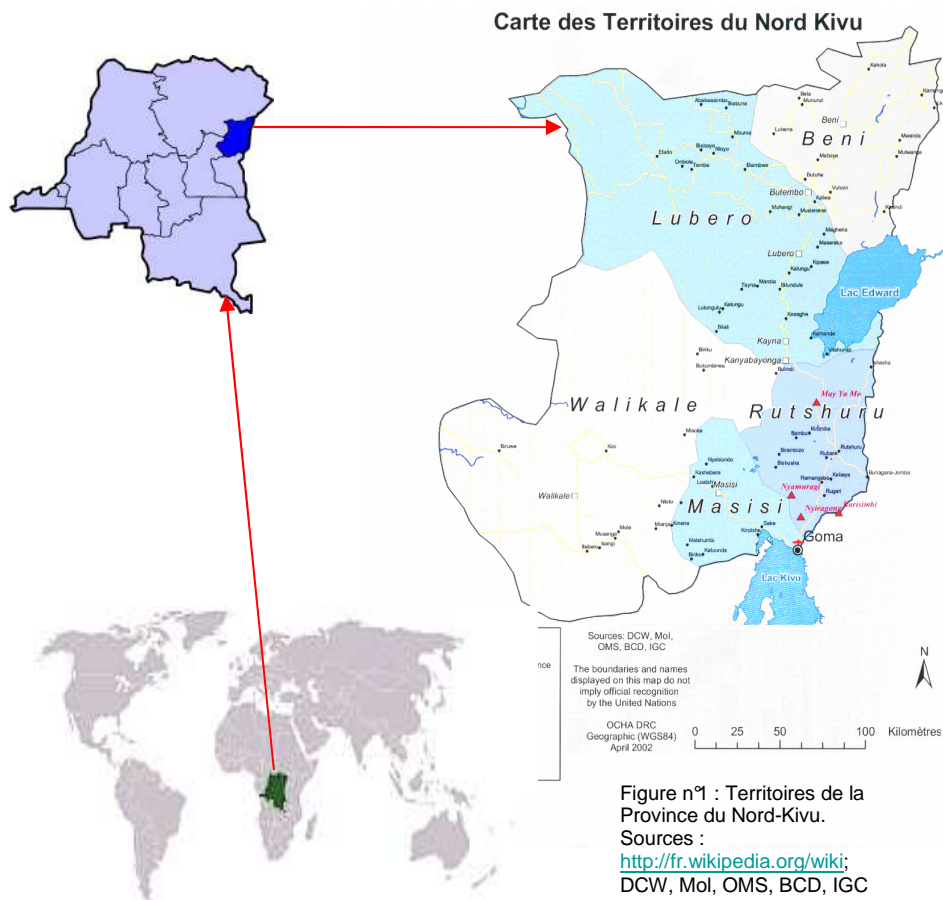
0.4.2. Sources des données : organisation de l'enquête

Les données qui nous ont permis de vérifier nos hypothèses proviennent de deux sources principales, d'une part des sources documentaires, d'autre part d'enquêtes sur le terrain. C'est ainsi que nous avons consulté la documentation disponible sur notre thème de recherche (ouvrages, revues, mémoires, etc.) en vue de dégager un rapport avec notre question de recherche et nos objectifs. Aussi, avons-nous procédé à une analyse des documents de terrain pour essayer de dégager des éléments explicatifs de la dynamique et de saisir la réalité de terrain. Nous avons ainsi consulté des rapports, des archives à la disposition des acteurs et des différents bureaux des ministères concernés (la réglementation sur les coopératives financières), des rapports concernant certains indicateurs socio-économiques du développement en termes des conditions d'existence : l'habitat, la santé, l'éducation.

Nous reconnaissons toutefois la faiblesse que ces services manifestent au niveau statistique. Ce qui fait que ces données sont présentées à titre indicatif. Cependant, malgré la faiblesse des statistiques, nous avons, grâce à cette technique, réussi à coller le discours à la réalité : le nombre d'écoles construites, les centres de santé, le minimum d'encaisses, le volume de cotisations, les droits d'adhésion et les différentes sources de financement (interne ou externe).

0.4.2.1. La région d'enquêtes

Cette étude s'appuie surtout sur des enquêtes effectuées d'octobre 2002 à septembre 2003 au Nord-Est de la République Démocratique du Congo. Cette région appartient au sous espace africain communément appelé Grands Lacs. Elle est localisée dans la province du Nord-Kivu comprenant les territoires de Beni, Lubero, Rutshuru, Walikale, Masisi, Nyiragongo et de Goma, ainsi que les villes de Butembo et de Beni (Cf. carte des territoires de la Province du Nord/Kivu sur figure n° 1).



Ces enquêtes ont été concentrées sur les territoires de Beni dans les cités de Mbau et d'Oïcha et de Lubero dans les cités de Lukanga et de Musienene ; ainsi que sur les villes de Butembo (environ 500.000 habitants) et de Beni (environ 200.000 habitants) cf. carte ci-dessous.



Carte adaptée par Kakule Kaparay Chr. Sources : Diocèse de Butembo-Beni.

La ville de Butembo, qui a été l'objet d'une attention particulière, constitue un pôle de concentration des personnes en provenance de différents milieux urbains et ruraux des deux territoires ; ce qui justifie l'analyse des pratiques en termes de micro-région, c'est-à-dire sans distinction rural-urbain.

Le choix de cette région est dicté par un certain nombre de raisons parmi lesquelles :

- la conviction que les études localisées (études des cas) tiennent davantage compte des spécificités tant culturelles⁴⁶, historiques, politiques, économiques locales nécessaires pour comprendre le processus de développement d'une région. Ces études reflètent la richesse et la complexité du milieu d'étude et semblent par conséquent plus révélatrices que des études globalement conduites;
- le caractère plus ou moins homogène du point de vue sociologique et économique. Du point de vue sociologique, la grande majorité de la population appartient à la même ethnie Nande ou Yira. Vahamwiti⁴⁷ parle de 95%, lorsque Kisangani Emizet⁴⁸ parle de 97% de la population des Nande. Le pourcentage restant est constitué des

⁴⁶ La culture étant définie comme l'ensemble des représentations, des valeurs, des institutions et des techniques propres à un groupe social. Cf. Centre Tricontinental (2000), *Cultures et mondialisation : Résistances et alternatives*, L'Harmattan, Paris, p.5

⁴⁷ Vahamwiti Mukeshayira (1996), *Leadership associatif et auto promotion paysanne. Etude comparative des associations coopératives, des comités villageois de développement et des radios-clubs : cas du Nord-Kivu/Zaire*, Mémoire de Diplôme des Hautes Etudes des Pratiques Sociales, Université de Lyon II, septembre 1996, p.27

⁴⁸ Kisangani N.F.Emizet (1998), « Confronting Leaders at the Apex of the State : The Growth of Un-official Economy in Congo », *African Studies Review*, Vol. 41, n° 1, avril 1998, p.112.

tribus des Bapere, des Bapakombe, des Bambuba, des Watalinga qui s'assimilent facilement à la population nande⁴⁹, ainsi que des Bambute (Pygmées) ;

- la connaissance que nous avons de la région. Cette dernière constitue la région que nous connaissons le mieux pour pouvoir en parler et donner notre contribution à la connaissance des mécanismes de mobilisation des ressources et de construction du développement ;

- la dynamique des pratiques populaires de financement et de construction du développement aussi bien en agriculture que dans le commerce.

Nous voulons rendre compte de l'importance de cette dynamique dans cette région d'études. En effet, malgré sa marginalisation par rapport aux politiques nationales de développement depuis l'époque coloniale, on y observe une dynamique économique d'entrepreneurs locaux à laquelle font allusion un certain nombre d'auteurs⁵⁰.

Cette région de Beni Lubero au Nord de la R.D. Congo, comme le rappelle G. De Villers, est considérée aujourd'hui comme l'une des plus dynamiques du pays sur le plan économique. Selon lui, des facteurs qui tiennent à l'histoire et aux caractéristiques sociales de la population nande du Nord-Kivu contribuent certainement à expliquer ce dynamisme⁵¹. Raeymaekers de sa part offre quelques indices de cette dynamique en ces termes :

« *Butembo, la capitale commerciale des Nande, est une ville de rues pavées et de boutiques remplies de produits locaux et étrangers. Les bâtiments administratifs sont recouverts de toitures scintillantes, et des travaux de construction ont lieu à différents endroits de la ville. (...) Sur la route entre Butembo et Beni, les ouvriers assurent le maintien de la route (...). Malgré un fort taux de pauvreté, les voitures et autres produits de luxe sont livrés sur base hebdomadaire de Dubaï (Emirats Arabes Unis) et de l'Extrême Orient, où les Nande ont développé des affaires lucratives ces dernières années* »⁵²

Cette dynamique s'étend aux régions voisines (Bunia, Kisangani en Province Orientale, ...) en termes d'approvisionnement en produits agricoles et importés de différentes natures.

Il importe de comprendre les mécanismes et structures de financement de cette dynamique en vue d'envisager des politiques de développement basées sur des dynamiques localisées.

⁴⁹ Mafikiri T. (1994), *Problématique d'accès à la terre dans les systèmes d'exploitation agricole des régions montagneuses du Nord-Kivu (Zaïre)*, Thèse de doctorat, Louvain-la-Neuve, Université Catholique de Louvain, février 1994, p. 84

⁵⁰ - MacGaffey J. (1987), *Entrepreneurs and Parasites. The struggle for indigenous capitalism in Zaire*, Cambridge University Press, pp.143-164.

- MacGaffey J. (1992), "Initiatives From Below : Zaire's Other Path to Social and Economic Restructuring", in *Governance and Politics in Africa*, Hyden G & Bratton M. (eds), Lynne Rienner Publishers - Boulder & London, pp. 243-261.

- Vwakyankazi Mukohya (1991), « Import and Export in the Second Economy in North Kivu », in MacGaffey J. (ed), *The Real Economy of Zaire. The contribution of smuggling & other unofficial activities to national wealth*, James Currey, University of Pennsylvania Press, London, pp. 43-71

- Muhindo Pascal Songe Luyeye (1992), *Le Nord-Kivu et son paysage économique à travers ses zones administratives*, Editions Yira, Kinshasa.

- Kisangani N.F.Emizet (1998), art.cit, pp. 111-128.

⁵¹ De Villers G. (1992), *Le pauvre. Le hors-la-loi. Le métis. La question de l'« économie informelle » en Afrique*, Les Cahiers africains/CEDAF, Bruxelles, n°6, p.11

⁵² Raeymaekers T. (2004), « L'économie politique de Beni-Lubero », in Vlassenroot K. & Raeymaekers T., *Conflit et transformation sociale à l'est de la RDC*, Academia Press, Gent, p. 60.

Le développement construit dans cette région va nous montrer quelle leçon on peut tirer d'une construction de développement en dehors des pôles de croissance qui résultent d'une volonté politique, et surtout, quelle nouvelle orientation on peut avoir dans le choix des pôles de croissance ; surtout quand les vieux pôles s'effondrent.

Il y a aussi un intérêt manifeste pour la connaissance de notre pays, la R.D. Congo, qui reste en marge des travaux conduits sur la dynamique populaire de financement et de construction du développement en Afrique. La plupart des études sont concentrées sur l'Afrique de l'Ouest, sur le Congo Brazzaville et sur le Cameroun pour ce qui est de la partie Afrique Centrale. On peut se référer à des collections de travaux dans :

- 1. *Finance informelle et financement du développement* sous la direction de M. Lelart (AUPELF-UREF) ;
- 2. *Finance informelle dans les pays en développement* sous la direction de Dale W. Adams et Delbert A. Fitchett (1994) ;
- 3. *AQUADEV, Microfinance en Afrique de l'Ouest : Actes du séminaire de Louga* (1999) ;
- 4. Les Revues *Mondes en développement* et *Tiers-Monde* pour ne se limiter qu'à celles-là.

Nous voulons étudier la portée et le comportement de la finance populaire en R.D. Congo pour mieux appréhender les particularités de ce pays. L'ampleur de ce phénomène (ses effets, son évolution, etc.) peut naturellement différer d'un pays à l'autre, d'un agent économique à l'autre. Elle peut aussi dépendre des comportements individuels et/ou collectifs des acteurs, de leur degré de créativité, de leur environnement propre, de leur organisation socio-économique et des stratégies d'acteurs individuels et/ou collectifs. En effet, si l'Afrique n'est pas une masse homogène dans son ensemble⁵³, il en est autant pour l'Afrique Centrale et la R.D. Congo en particulier.

⁵³ Plusieurs aspects séparent les régions les unes des autres dont l'histoire du développement (l'une peut avoir reçu des outils, des initiatives, l'autre devant formuler ses propres outils), la capacité de se servir des outils et des structures de développement, l'histoire coloniale, l'environnement naturel, politique, économique, culturel étant autant d'éléments de différenciation.

0.4.2.2. Constitution de l'échantillon

La cible ou la population étudiée

Pour Miles et Huberman, « *l'échantillonnage suppose que l'on décide non seulement des personnes que l'on va observer ou interviewer mais aussi des milieux, des événements et des processus sociaux* »⁵⁴

Notre cible est ainsi constituée d'initiatives aussi bien individuelles qu'associatives qui s'occupent de la mobilisation des ressources affectées au processus de développement. Tel que nous renseigne le milieu d'enquêtes, parmi ces initiatives, nous distinguons :

- celles qui n'ont pour objet social ou fonction principale que la collecte et l'affectation des fonds sous formes de prêts. Il s'agit des intermédiaires financiers dont les coopératives financières.
- celles qui collectent et affectent elles-mêmes. Il s'agit des initiatives dans le champ réel pour répondre à des besoins tels qu'en agriculture, en santé, en aménagement des routes, en artisanat, etc.
- celles tenues par les particuliers dont la finance d'amis, des parents, des conjoints, etc.

Outre les initiatives financières de l'argent chaud⁵⁵, nous nous sommes aussi intéressé aux initiatives financières d'argent froid⁵⁶ avec l'objectif de savoir comment les unes interviennent avec les autres dans le processus de développement local. La démarche que nous avons suivie n'est donc pas de savoir si c'est l'un ou l'autre type de financement (formel ou informel, interne ou externe aux acteurs), mais plutôt l'un et l'autre. Nous avons ainsi visité trois des institutions de micro-finance qui interviennent dans l'octroi du petit crédit dans la région. Ces institutions sont PAIDEK, GTZ et BAEF. Elles sont les plus connues dans ce domaine du petit crédit.

Nous avons davantage axé notre observation sur des initiatives issues d'une réaffirmation des solidarités internes plutôt que sur des associations d'origine extérieure⁵⁷. Nous avons approché la réalité de cette manière, non pas pour exclure certaines initiatives, mais plutôt pour comprendre la dynamique purement locale sans la mêler à une dynamique extérieure. Cette démarche ne nous a pas empêché d'appréhender la dynamique que les unes apportent aux autres étant donné que les acteurs qui recourent à des institutions autonomes de financement sont aussi ceux qui recourent à ces organismes de microcrédits dépendant de l'extérieur.

• Des initiatives à la fois individuelles et associatives

La prise en compte des initiatives individuelles et associatives est fonction de la complexité et de l'interaction qu'il y a entre les initiatives. Elle est aussi dictée par un des objectifs de l'étude. En effet, apparemment les initiatives sont individuelles. Mais dans leur fond, elles s'inscrivent dans une dynamique d'action collective en ce sens qu'en lisant leur histoire, il s'agit d'initiatives associatives aujourd'hui pour se renforcer (coopérative financière ou tontine), mais alors elles tirent leurs origines

⁵⁴ Miles M.B. et Huberman A.M. (2003), *Analyse des données qualitatives*, 2^{ème} édition, De Boeck Université, Bruxelles, p.63

⁵⁵ Reposant sur les relations de proximité et des règles sociales conduisant à honorer ses dettes.

⁵⁶ Celui-ci est anonyme et ne crée pas d'obligations de remboursement.

⁵⁷ Nous avons exclu de notre champ d'analyse des associations incitées de l'extérieur et qui changent leurs objectifs à tout bout de champ, disons au rythme de la dynamique de nouveaux thèmes mondiaux sur l'environnement, le genre, le microcrédit, l'humanitaire, etc. Il s'agit d'un non à l'activisme des associations.

d'initiatives individuelles (financement d'une activité antérieure). Ou encore, il s'agit d'initiatives individuelles mais ayant des racines dans l'associatif, c'est-à-dire d'une tontine par exemple. Les gens ne sont pas seuls. Ils sont avec les autres, si pas liés par le financement, ils le sont par d'autres relations.

Dans ce contexte, la prise en compte de cette nature métisse et complexe des initiatives et des pratiques des gens constitue une garantie d'une bonne compréhension et d'une suggestion constructive.

Deuxièmement, nous avons un objectif de connaître et de comprendre les composantes de la finance populaire dans leurs actions et dans leurs interactions avec les problèmes de la vie dans sa complexité. Or, cette dynamique n'est pas seulement celle des acteurs organisés collectivement, mais aussi celle des acteurs organisés individuellement. Les problèmes de la vie réelle n'étant pas coupés en finance, santé, eau, etc., c'est à l'un et/ou à l'autre de ces systèmes que les gens recourent pour trouver des solutions.

Les individus, les organisations ainsi que leurs pratiques ne sont pas séparées les unes des autres. Ces pratiques ne sont pas isolées des projets des gens. Ce qui fait que le champ de notre étude est l'ensemble des pratiques sociales et des projets des gens. Autrement dit, il s'agit de savoir comment ces pratiques contribuent à la réalisation des projets des gens. Cette étude n'est pas une analyse en termes de projet mais en termes des pratiques.

En nous proposant la lecture de cette dynamique en termes de pratiques d'acteurs, isoler les initiatives les unes des autres ne nous garantit pas une compréhension. Or, la compréhension de cette dynamique nous préoccupe au plus haut niveau parce qu'elle nous donne un sentiment de participation. En effet, ne pas comprendre fait naître un sentiment d'aliénation.

L'importance que nous attachons aussi bien à l'individu membre qu'au groupe, se justifie par le fait que cette étude n'est pas seulement une étude économique, mais aussi une étude sociologique. Il s'agit d'une conception de l'économie qualifiée de substantive par K. Polanyi, c'est-à-dire une conception de l'économie qui ne l'isole pas des relations sociales et du rapport à l'environnement⁵⁸. C'est encore une fois par la complexité de la manière dont la vie se déroule en réalité.

Si les économistes apportent plus attention à l'individu membre qu'au groupe, les sociologues ont une attention concentrée sur le groupe. En effet, tant que les économistes s'accordent sur le fonctionnement du marché (financier ou réel) dans un modèle d'information parfaite, certaines de leurs analyses négligent l'influence des règles édictées par les groupes (dont les tontines), des normes qu'ils se fixent, des moyens qu'ils se donnent sur la performance en la matière. Pour eux, et c'est le cas de J.U. Holst, les considérations psychosociologiques et le rôle des structures de l'association rotative d'épargne et de crédit sur son efficacité économique apparaissent relativement accessoires⁵⁹.

Pourtant, la connaissance des règles édictées par le groupe pour permettre aux individus membres d'agir et de réaliser leurs objectifs est d'une importance capitale. En effet, la survie et l'efficacité du groupe dépendent du respect de ses engagements par

⁵⁸ Laville J.-L., Magnen J.-Ph. et al. (2005), « Introduction », in *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, Laville J.-L., Magnen J.-Ph et al, Erès, Paris, pp.7-16.

⁵⁹ Holst J.U.(1985), « Le rôle des institutions financières informelles dans la mobilisation de l'épargne », in *Epargne et Développement*, Kessler D. et Ullmo P.A. (éd.), Economica, Paris, pp.121-154.

chacun des membres. Elles dépendent de la solidarisation et de la responsabilisation de chacun.

De cette cible faite d'initiatives aussi bien individuelles qu'associatives (les coopératives, les MUSO, les tontines, les groupements villageois, etc.), d'aucuns font la distinction de ces organisations en organisations de l'économie populaire, de l'économie sociale, de l'économie solidaire, de sorte qu'on nous demandera si notre thèse traite de l'économie populaire, de l'économie sociale, de l'économie solidaire, etc.

Nous n'abordons pas notre thèse sous cette distinction. Nous nous référons à la façon dont les acteurs concernés appréhendent ces réalités. Ceux-ci n'abordent pas la réalité en termes d'économie sociale, populaire ou solidaire. Ou encore ces acteurs ne connaissent pas ces différentes analyses. Ils ne vivent pas en faisant la distinction entre ce qui est de l'économie sociale et des actes de leur dynamique qui relèvent de l'économie solidaire. D'ailleurs, malgré les efforts de définition, il n'est pas si facile de dégager clairement ce qui est de l'économie sociale de ce qui relève de l'économie solidaire, etc. Toutes ces initiatives ont la solidarité au cœur (au centre). C'est le mécanisme à partir duquel elles réalisent des objectifs économiques et sociaux d'un point de vue individuel et collectif.

Par ailleurs, quand il s'agit des pratiques, ce qui est notre préoccupation dans cette thèse, la distinction n'est pas aussi facile qu'on peut le croire ; sauf quand il s'agit d'un jeu de l'esprit ou d'une représentation mentale.

En effet, nous avons une approche par les acteurs et par les pratiques. Notre objectif, celui de la compréhension, nous pousse à aborder les initiatives sans distinction en organisations d'économie solidaire, d'économie sociale, etc. Cette façon de faire dans l'exclusion fausse la compréhension de la dynamique qui se fait voir à travers les relations entre ses composantes. En effet, cette distinction s'inscrit dans une logique de spécialisation ou de particularisation. Or, lorsque l'on aborde la réalité dans les pratiques et les manières de faire des acteurs, ces derniers ne le voient pas de cet œil de particularisation ou de spécialisation.

Au sein de différentes organisations des acteurs populaires, il y a la poursuite du profit (quelle que soit son appellation), sans s'opposer aux relations sociales voire à l'accroissement de ce profit. Pour autant, ces acteurs ne cherchent pas à construire une autre économie. C'est dans cette complexité du réel que nous observons les initiatives de ces acteurs. Ce qui offre l'avantage d'une approche par les pratiques.

Nous privilégions également une approche par les pratiques pour éviter deux choses. Il s'agit d'abord d'une certaine idéalisation derrière ces concepts. Cette idéalisation est d'analyser ces économies comme des économies à part comme on peut le lire dans ce passage de Laville : « *Dans les associations ouvrières et paysannes, s'interpénètrent production en commun, secours mutuel et revendication collective. Elles esquissent le projet d'une économie qui pourrait être fondée sur la fraternité et la solidarité ...* »⁶⁰.

La deuxième chose est celle d'une tentative de récupération des initiatives populaires en s'appuyant sur les mécanismes qui fondent leur légitimité : la solidarité, la fraternité, etc. En effet, de la part des organisations internationales, on assiste depuis les années 1970 à un discours consensuel débarrassé de toute notion de conflit à travers

⁶⁰ Laville J.-L. (2005), « Action publique et économie : un cadre d'analyse », in *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, Laville J.-L., Magnen J.-Ph et al, Erès, Paris, p. 21

des concepts tels que « appropriation », « renforcement des capacités », « inclusion »⁶¹, participation citoyenne, décentralisation, solidarité entre pauvres et riches, etc. A travers des programmes de microcrédits par exemple, en insérant ces concepts, on donne l'image de se rapprocher des petits, alors que derrière, il s'agit des idées néolibérales ; celles d'une séparation entre Etat et initiatives privées. Au fond, il n'y a pas de solidarité dedans. Ces concepts ne sont pas une création des acteurs populaires, mais plutôt une imagination des dominants au profit des objectifs qui sont les leurs.

- **La détermination de la cible : deux enquêtes et deux dépouillements**

La détermination de cette cible est le résultat d'une première enquête menée conjointement avec les étudiants de première et de deuxième licence en Faculté des Sciences Economiques à l'occasion du séminaire d'économie appliquée, une matière inscrite au programme d'enseignement. En vue de récolter les données, nous avons affecté, par besoin exprimé, un groupe de cinq étudiants. Cette recherche a duré huit semaines. Les étudiants nous ont servi à double titre : d'une part comme enquêtés, d'autre part comme enquêteurs à cause de l'intérêt qu'ils manifestent au sujet.



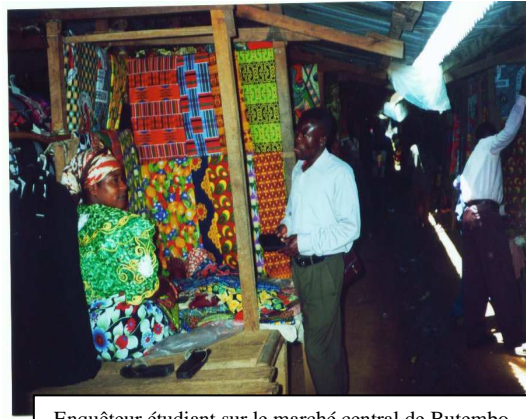
Enquêteur étudiant sur le marché central de Beni

⁶¹ - Lapeyre F. (2002), « Le rêve d'un développement sans conflit », in *Les mots du pouvoir : sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Rist Gilbert (sous la direction de), Nouveaux Cahiers de l'IUED, n° 13, PUF, Paris, p.101.

- Chauveau J.-P. (1991), « Enquête sur la récurrence du thème de la « Participation paysanne » (P.P.) dans le discours et les pratiques de développement rural depuis la colonisation (Afrique de l'Ouest) », in *Chroniques du Sud* n° 6, Modèles de développement et économies réelles, ORSTOM, octobre 1991, p. 129



Entretien avec des membres de différentes tontines



Enquêteur étudiant sur le marché central de Butembo

Nous les avons interrogés avant et après la descente sur le terrain en organisant des occasions d'entretien au cours ou en dehors des heures de cours avant de se rendre sur le terrain. Nous avons reçu d'eux leur propre compréhension de la dynamique ainsi que leur point de vue sur la dynamique par rapport au processus de développement. Avant de faire le terrain, nous les avons intéressés au sujet de recherche afin qu'ils y prennent part.

Réalisée du mois d'octobre 2002 au mois de décembre 2002, cette pré-enquête a consisté en une identification (recensement) des intervenants dans l'offre des réponses aux besoins, des types de réponses et des systèmes de mobilisation et d'affectation de l'épargne dans un ensemble des besoins prioritaires, cités par les populations. Parmi ces besoins, on peut citer le financement, l'eau, l'habitat, l'alimentation, la santé et la prévoyance sociale, l'école, la route, le moulin, l'assainissement urbain, l'emploi, l'électricité, etc. tel qu'il ressort du tableau n° 1 en annexe.

Cette enquête nous a conduit auprès des institutions étatiques susceptibles de détenir des renseignements (documentation) sur les différentes initiatives tant individuelles qu'associatives notamment le ministère du développement rural.

Cette première étape de notre collecte de données a été réalisée grâce à un questionnaire d'ordre général (tableau n° 2 en annexe) dont les variables ont été utilisées comme des mots clés avec des mots sous clés.

Dans l'ensemble, le questionnaire est construit autour de la mobilisation et de l'affectation de l'épargne, du développement tel que défini par les acteurs concernés (leurs demandes). Il est concentré autour des acteurs et des pratiques, de la rationalité des acteurs et de leurs motivations, de l'avenir des initiatives par rapport aux multiples questions de développement. Ce questionnaire tourne aussi autour de différents systèmes, des intervenants et de leur rôle, des partenaires, des relations entre les différents systèmes, de l'appréciation de différents systèmes et des pratiques (faiblesses et atouts), des sources de financement. Il concerne encore le sentiment des acteurs vis-à-vis d'eux-mêmes et de l'Etat, etc.

Ces recherches nous ont indiqué d'autres pistes à explorer. Par ailleurs, leurs résultats nous ont révélé des points et des sites sensibles qui ont mérité notre attention personnelle.

Un premier dépouillement

Le dépouillement de cette enquête nous a permis de nous rendre compte d'une convergence des réponses reçues des dirigeants d'associations, des membres et d'autres personnes aux besoins exprimés. Les réponses sont à la fois individuelles et collectives. Les principaux intervenants sont les mêmes et les stratégies d'interventions identiques qu'il s'agisse des écoles soutenues ou initiées par les parents d'élèves, les confessions religieuses ou les particuliers. Les systèmes de mobilisation sont partagés par la majorité des intervenants. Ces systèmes de mobilisation sont entre autres des coopératives financières, des communautés ecclésiales vivantes (CEV), des mutuelles (du quartier, de l'école, etc.), des associations de ressortissants, des tontines, les mutuelles de solidarité (MUSO), les comités de développement (C.D.), etc.

Nous nous sommes rendu compte que ces intervenants sont de différentes catégories socioprofessionnelles, et par conséquent de différentes sources de revenus et de différents niveaux de revenus faisant intervenir l'épargne tant locale qu'internationale, l'épargne 'petite' et 'grande'.

Ce dépouillement nous a donc permis d'identifier d'autres acteurs auxquels nous ne nous attendions pas. Ainsi, nous nous sommes rendu compte de différentes manières d'intervention de nouveaux acteurs identifiés. Il nous a donné un premier complément de nos prétentions et de nos connaissances sur cette dynamique d'initiatives.

De là, nous avons commencé à comprendre comment les différentes initiatives tant individuelles qu'associatives (les différents intervenants), s'intègrent ou se complètent pour répondre aux besoins exprimés aussi bien en milieux ruraux qu'urbains.

En effet, pendant que les étudiants étaient sur terrain pour récolter les données, nous en faisons autant. C'est la mise en commun des résultats qui nous a révélé cette convergence des réponses et qui a suscité en nous un besoin de précision et de complément aussi bien pour les données à notre disposition qu'à la disposition des étudiants enquêteurs.

Une deuxième enquête

Ce premier dépouillement nous a obligé de pousser notre regard vers les acteurs organisés collectivement et individuellement afin de les identifier étant donné que c'est d'eux que nous avons tiré notre échantillon. Nous avons concentré l'observation sur les différents systèmes de mobilisation et d'affectation de l'épargne. En vue d'obtenir ces données, il a été demandé aux étudiants d'identifier, chacun dans son quartier de résidence (au sein des différentes communes), les différents systèmes de mobilisation avec les variables⁶² trouvées dans le tableau en annexe n°3.

Les marchés publics (central et des quartiers) étaient un champ commun pour un certain nombre de ces étudiants. C'était pour nous permettre une connaissance approfondie de ces acteurs et de leurs pratiques en vue de répondre à notre objectif d'une meilleure connaissance de ces organisations grâce à une description.

Cette deuxième enquête allant de février à mars 2003 nous a permis de découvrir d'autres types d'initiatives associatives (les groupements villageois en l'occurrence), et d'élargir notre champ d'actions par une stratégie de participation aux différentes séances d'animation tant dans les milieux ruraux qu'urbains. Elle nous a permis aussi

⁶² Ces variables portent sur les caractéristiques des membres et des associations (l'âge, la taille, l'objectif, source de financement, etc.).

d'apercevoir l'implication d'autres acteurs dans cette dynamique individuelle et associative de financement et de construction du développement. Ce sont les hommes d'affaires. Ce qui a accentué notre curiosité à nous informer auprès d'eux s'ils ont connu ce type d'associatif financier dans leur parcours, s'ils s'y appliquent encore et comment ils influencent cet associatif. Nous sommes ainsi entré en contact avec la pratique du crédit fournisseur.

Cette présence de différentes couches sociales dans l'associatif a conforté un résultat sur le taux de participation des populations à la dynamique associative dans la région d'études. En effet, une enquête menée en 2001 a révélé une fréquence d'appartenance à la tontine ou à une association mutualiste supérieure à 90%⁶³. Neuf personnes sur dix enquêtées se déclarent membres d'une association de type formel ou informel.

De cette deuxième enquête, nous nous sommes trouvé devant une multitude d'associations oeuvrant dans différents domaines de la vie.

Le deuxième dépouillement nous a permis de conforter un certain nombre de résultats de la première enquête. Il s'agit de la convergence des réponses fournies aussi bien par les individus membres que par les représentants de leurs associations aux questions posées. Aussi, s'agit-il de l'associatif comme une pratique partagée par des acteurs à différents niveaux de revenus. L'analyse de ces données nous a permis de regrouper ces associations par proximité (de génération, religieuse, géographique, rayon d'action, catégories socioprofessionnelles, métier, objet, etc.), par domaine d'intervention constituant la préoccupation de la plupart des populations (éducation, agriculture, financement, santé etc.). Par ailleurs, nous nous sommes rendu compte du contexte réel des associations (elles sont innombrables), des caractéristiques des membres (double ou triple identité) et de la complexité de l'étude.

Détermination de l'échantillon : un échantillon raisonné et réduit

Les résultats de deux enquêtes précédentes nous ont été indispensables pour la détermination de la nature et de la taille de notre échantillon. Le choix de cet échantillon est donc fonction successivement du contexte de l'étude, de la complexité de la dynamique d'initiatives et des objectifs de l'étude, des caractéristiques communes aux individus membres, etc. Nous avons ainsi opté pour un échantillon raisonné et réduit d'associations et des membres pour les données qualitatives et pour un échantillon plus ou moins représentatif et réduit pour les données quantitatives.

Parmi les indépendants ou initiateurs individuels des projets de développement, nous en avons ciblé quelques-uns dont MM. Mal, Mah, Mun et Kat. Les deux derniers sont des artisans.

Comme on peut le constater déjà à propos de ces initiateurs individuels, nous avons converti les noms de nos enquêtés pour respecter l'anonymat souhaité par eux.

- **Le contexte de l'étude**

La taille de la population cible n'est pas facile à déterminer. Personne ne peut prétendre connaître avec précision le nombre des différentes initiatives tant individuelles qu'associatives des pratiques populaires de financement et de construction du développement. En effet, les initiatives associatives dans le champ réel et financier n'ont

⁶³ Kakule Kaparay Chr. (2002), *La dynamique du microfinancement informel et développement en territoires de Beni et de Lubero*. Mémoire de DEA en population, environnement et sociétés, UCL, janvier 2002, p.4.

pas nécessairement une existence physique pour pouvoir les identifier. Elles sont liées à des individus, à des ménages. Elles existent mais n'ont pas de bureau. Plusieurs fonctionnent sans être enregistrées ou ne sont carrément pas affiliées aux différents services formellement organisés. C'est une caractéristique qui justifie la presque impossibilité de recenser d'une façon exhaustive et systématique ces initiatives (tontines, mutuelles, etc.) dans une région déterminée et tirer un quelconque échantillon aléatoire. En connaître l'univers d'enquête ou l'ensemble des unités statistiques n'est pas chose facile. Même les services du ministère de développement rural ne détiennent pas une liste exhaustive de ces associations⁶⁴, sauf quelques-unes parmi les plus grandes. Ces dernières sont d'ailleurs recensées principalement pour des raisons financières (taxes à prélever) et non d'études ou de compréhension pour donner des orientations. Il n'existe donc pas de base de sondage.

N'existant pas physiquement, ces institutions sont alors étudiées à travers des personnes dont les dirigeants (représentants de l'association) et les participants. C'est là une des raisons qui expliquent le recours à des échantillons non probabilistes.

- **La caractéristique des membres des associations**

La double ou triple, voire quadruple identité des individus membres des différentes associations a motivé le recours à un échantillon raisonné (réduit ou orienté). En effet, à travers une personne, on pouvait accéder aux motivations des gens dans les initiatives associatives de différentes natures ou d'objectifs différents. Dans nos enquêtes, un seul et même individu peut être membre à la fois de trois associations : membre d'une mutuelle à l'école, de la mutuelle du quartier, d'une mutuelle de jeunes. Le membre peut avoir une identité double ou triple par l'intermédiaire de son conjoint, un conjoint étant membre de la tontine de maïs, l'autre membre de la tontine de haricot. Il fait partie de tous ces réseaux ensemble et y donne ses avis.

Cette double, triple ou quadruple appartenance constitue pour nous une preuve ou un indicateur d'acteurs caractérisés par une diversification des relations (alliances) et d'activités.

- **La complexité de la dynamique et des objectifs fixés : la compréhension**

La taille de notre échantillon est déterminée par la complexité de la dynamique d'initiatives ainsi que par les objectifs que nous nous sommes fixés.

Pour ce qui est des objectifs, nous voulons connaître l'efficacité de la dynamique par rapport au développement. Quand bien même le développement en place n'est pas nécessairement fonction de grosses sommes ou de gros capitaux (n'est pas trop dépendant de ces gros capitaux), il est une nécessité d'estimer le minimum de capital susceptible d'être mobilisé par la dynamique à travers le minimum de capital susceptible d'être formé par chacune des institutions faisant partie de cette dynamique. Or, il est quasiment impossible, et par conséquent trompeur, de lire ou d'apprécier toute la dynamique ou toutes les possibilités de la dynamique à la mobilisation à partir d'une ou de deux institutions de cette dynamique. Cette difficulté intervient en plusieurs sens, en l'occurrence le volume des fonds mobilisés et la périodicité de la mobilisation ou l'unité de temps pris en compte pour la cotisation.

Certaines institutions mobilisent relativement moins que d'autres mais peuvent être les plus nombreuses, d'autres mobilisent plus que d'autres même à l'intérieur des mêmes institutions (les tontines par exemple, les clubs d'amis ou mutuelles). Certai-

⁶⁴ Nous avons en effet consulté un rapport des services du ministère du développement rural.

nes initiatives associatives exigent des droits d'adhésion, d'autres n'en ont pas. En termes de périodicité, on trouvera des mutuelles dont la cotisation n'est pas mensuelle mais fonction du nombre de bêtes abattues, de pièces vendues, du nombre de courses effectuées par exemple. C'est le cas chez les bouchers, les vendeuses et vendeurs de poissons, les taximen etc. Elle est fonction du volume de carburant importé pour les dépositaires de produits pétroliers, etc.

La périodicité de cotisation peut donc être le jour et cette institution (mutuelle) ne peut pas servir de référence ou d'échantillon pour apprécier le volume de fonds susceptibles d'être mobilisés.

En vue d'avancer une conclusion ou une hypothèse plus ou moins objective sur le minimum des fonds mobilisés et affectés, l'importance d'un échantillon plus ou moins représentatif de différentes initiatives de mobilisation s'impose. C'est l'aspect quantitatif. C'est pourquoi, pour connaître approximativement le minimum de capital susceptible d'être mobilisé au profit du développement, nous avons pris 5 à 10 groupes pour chacune des différentes institutions particulièrement pour les CEV, les associations mutuelles d'assurance, les associations corporatives (bouchers, enseignants, vendeurs de poissons, pharmaciens, taximen, cambistes etc.), les MUSO, toutes les coopératives de la place, plus de 10 pour les tontines de par une étude que nous avons réalisée en 2001. C'est de la sorte que nous avons les statistiques comprises dans les tableaux des fonds mobilisés et affectés (pour les MUSO particulièrement) ainsi que dans le tableau synthèse d'estimation des fonds mobilisés en annexe n° 4 et 5.

Ces statistiques sont obtenues grâce au questionnaire du tableau en annexe n° 6 où nous nous renseignons sur les sources de financement ainsi que sur le minimum d'encaisses dans les systèmes de mobilisation des ressources. C'est à ce niveau bien précis qu'intervient encore la place de l'analyse documentaire dans la collecte des données auprès des associations⁶⁵ qui tiennent des registres pour les opérations effectuées. Ces sources de financement sont à la fois internes (cotisations ordinaires et/ou spéciales, droits d'adhésion) et externes aux membres.

Dans son objectif de compréhension, c'est-à-dire l'aspect qualitatif du travail, la taille de l'échantillon est réduite. En effet ici, nous nous sommes rendu compte qu'une ou deux personnes bien renseignées sur l'institution (la tontine, la mutuelle) peut livrer des informations pertinentes et utiles (pour ne pas dire toutes) à la compréhension ainsi qu'à une orientation des politiques.

C'est pourquoi, à ce niveau, nous nous sommes limité à deux, quatre ou six personnes par institution de mobilisation, en dehors des séances d'animation auxquelles nous avons participé et des renseignements auprès des personnes en dehors de la dynamique. Les personnes enquêtées ont des rapports différents avec la pratique. Les uns sont bénéficiaires, les autres sont les responsables du système. Les autres encore sont des facilitateurs, etc. L'avantage de cette procédure est que les connaissances reçues de l'un complètent celles reçues de l'autre autour d'une même pratique.

Ces personnes en dehors de la dynamique que nous appelons aussi non-membres sont des gens qui, soit ont hier été membres d'une des associations, mais qui ne le sont plus, soit étaient membres d'une des associations et ont viré vers une autre. Ou

⁶⁵ Toutes ces institutions ne disponibilisent pas leurs archives. D'autres n'en ont carrément pas. Toutefois, dans toutes ces associations, il existe des personnes sources qui détiennent de bonnes informations sur leurs institutions.

encore, il s'agit des membres qui ne sont plus actifs ou encore des observateurs (de près ou de loin).

Ces personnes nous livrent leur appréciation sur la dynamique, les raisons de ne plus participer, les raisons de virer. Elles nous fournissent des (ré)orientations (souhaits, correctifs, propositions). Ces mêmes personnes nous livrent des informations soumises à un certain recul par rapport à la dynamique ou avec un autre regard que celui d'un participant actif. Ce qui suscite en nous d'autres visions, d'autres orientations ou des améliorations.

A propos des (ré)orientations, nous avons pris le soin de confronter nos points de vue à ceux des enquêtés et d'adapter nos connaissances aux leurs.

Ainsi, l'échantillon d'initiatives (individuelles et associatives) considérées, d'individus membres et non membres est synthétisé dans le tableau ci-dessous. Il s'agit de 87 personnes dont 6 non membres, les 81 autres étant derrière des initiatives.

Tableau n° 1 : Les enquêtés par initiatives.

Initiatives	N°, Initiales des noms et qualité de l'enquêté.					
Mutuelles de solidarité (MUSO)	1	2	3	4	5	6
	K.H.	M.M	M.K.	K.Y	K.K.	M.P.
	Initiateur	Animatrice	Membre	Membre	Membre	Membre
Coopératives financières	7	8	9	10	11	12
	M.K.	K.M.	P.S.	M.K.	V.L.	K.S.
	Gérant	Gérant	Membre	Membre	Membre	Membre
Péage route	13	14	15	16	17	18
	K.S.V	K.S.J.	S.M.	T.J.	K.M.	M.K.
	Initiateur	Animateur	Percepteur	Percepteur	Usager	Usager
Comité de santé	19	20	21	22		
	K.K.	M.D.	M.K.	M.K.		
	Président	Employé Zone santé	Président Com.Dvpt.	Médecin Zone santé		
Comité de développement	23	24	25	26		
	E.M.	E .S.	B.K.	H.D.		
	Président	Président	Président	Employé		
Comité des parents (écoles)	27	28	29	30		
	K.K.	M.M.	K.S.	M.K.		
	Coordinateur	Coordinateur et président Com.Dvpt.	Directeur	Directeur		
Groupements villageois	31	32	33			
	K.P.	K.K	M.M			
	Initiateur	Animateur	Membre			
Associations des ressortissants	34	35	36			
	K.H.	V.C.	M.K.			
	Membre	Membre	Président			
CEV et « Vughuma »	37	38	39	40		
	B.S	K.M	M.K.	H.K.		
	Membre	Trésorière	Membre	Membre		
Clubs d'amis	41	42				
	P.K.	A.P				
	Membre	Président				
Associations Corporatives	43	44	45	46	47	48
	S.K.	K.L.	M.M.	M.T.	M.K.	P.M.
	Secrétaire	Président	Membre	Membre	Membre	Membre

Mutuelles d'assistance	49	50	51	52		
	L.V.	K.K.	B.M.	N.M		
	Président	Présidente	Membre	Membre		
Tontines	53	54	55	56	57	58
	K.S.	K.M.	G.M.	K.N.	P.B.	K.K.C
	Collecteur	Président	Membre	Membre	Membre	Collecteur
Artisans	59	60	61			
	M.K.	K.K.	M.M			
	Prop. Gérant	Prop. Gérant	Prop Gérant			
Crédit fournisseur	62	63	64	65	66	67
	S.L.	K.I	N.K.	M.P	K.S.	M.R
	Homme d'affaires	Homme d'affaires	Homme d'affaires	Homme d'affaires	Bénéficiaire	Bénéficiaire
Travail-études	68	69	70	71		
	M.B.	K.M	M.K	K.S.		
	Directeur	Etudiant	Etudiant	Directeur		
BAEF	72	73	74	75		
	M.S.	M.A	K.M	N.V.		
	Gérant	Animatrice	Cliente	Cliente		
GTZ	76	77	78			
	K.K.	K.P	S.M.			
	Gérant	Client	Cliente			
PAIDEK	79	80	81			
	S.K.	M.K.	K.M.			
	Gérant	Cliente	Client			
Non membres	82	83	84	85	86	87
	N.S	N.	K.J.	B.K	B.V	K.J
	Ancien	Ancien	Employé	Paysan	Enseignant	Pay-san

Les critères de choix : les principes

Les critères d'appartenance à l'échantillon ont été guidés par un certain nombre de principes que nous nous sommes fixés. Ces principes se sont aussi imposés en fonction de l'étude ou des enquêtes.

Il s'agit entre autres de la capacité de l'initiative à participer à l'intégration de l'économie locale ; de l'expérience, la disponibilité ou réceptivité, l'orientation ; de la saturation ; de la taille du revenu, etc.

Ces critères se recoupent aussi bien pour les associations que pour les individus enquêtés.

Les critères de choix ici présents sont différents selon les initiatives (associatives et individuelles) et selon les individus membres ou non-membres.

- **La capacité de l'initiative à participer à l'intégration de l'économie locale**

Les initiatives associatives et individuelles sont sélectionnées selon qu'elles répondent à un besoin communément ressenti par la population, selon qu'elles répondent ou sont capables de répondre aux demandes des populations tant dans les milieux ruraux qu'urbains. Leur sélection obéit aussi à leur capacité de participer à l'intégration de l'économie locale c'est-à-dire d'établir et de renforcer les relations entre les participants à la dynamique. Nous procédons aussi par combinaison des critères : le rayon d'action à la capacité d'intégration de l'économie par exemple. Ces critères différents, auxquels s'ajoutent d'autres, sont fonction de l'objectif d'une recherche de complémentarité entre les initiatives en vue de la construction du déve-

loppement ainsi que d'une amplification de la dynamique d'initiatives par rapport au développement. Parce que la recherche des connexions ou des liaisons entre les initiatives est un aspect central de la définition du développement par les acteurs eux-mêmes (le maintien et le renforcement de la cohésion sociale), nous avons, dans notre échantillon, ciblé des acteurs dans différents domaines. Il s'agissait des acteurs susceptibles de nous aider à pointer les différentes connexions possibles entre les initiatives sans prétendre à une exhaustivité. Il s'est agi par exemple d'entretien avec les artisans dans cet échantillon, les hommes d'affaires, les écoles, etc. Nous essayons de rapporter leurs réactions telles qu'elles nous sont données.

De là donc, il est question de savoir comment les différentes initiatives s'intègrent pour répondre aux besoins tant en milieux urbains qu'en milieux ruraux et comment les différentes initiatives tant individuelles qu'associatives se complètent pour construire le développement. C'est l'interaction.

- **L'expérience, la réceptivité, l'orientation**

Les individus à interroger sont choisis selon qu'ils appartiennent à un local par rapport au revenu, par rapport à la région, à la confession religieuse, en fonction de l'expérience qu'ils détiennent et de leur degré de réceptivité. Il s'agit donc d'un ciblage des personnes déterminées que nous supposons détenir l'information et alors des personnes disponibles. Pareille orientation permet de concentrer l'information pour des échantillons réduits.

En effet, des personnes qui connaissent mieux la dynamique en fonction de leur expérience (même d'effectif limité) peuvent fournir des informations utiles à la compréhension et aux suggestions, c'est-à-dire aux orientations à donner.

Nous nous sommes toutefois laissé guider par la complexité du phénomène sous étude. Selon les besoins, nous avons élargi notre échantillon, c'est-à-dire le nombre de personnes et d'associations à consulter.

En effet, pour certaines questions, certains de nos enquêtés nous réfèrent à d'autres individus ou à d'autres institutions. Ils nous renvoient auprès d'autres personnes dont ils pensent qu'ils en connaissent davantage ou susceptibles d'apporter une précision sur la question. C'est par exemple le besoin de quantification (minimum de capital) ainsi que le besoin des pratiques. En effet pour ce qui est de la quantification, certaines associations exigent le droit d'adhésion, d'autres n'en exigent pas. Certaines associations exigent des cotisations plus élevées que le droit d'adhésion, etc.

Nous avons donc une forme d'échantillonnage en forme de boule de neige à partir duquel nous avons l'occasion d'infirmer, de confirmer ou de corriger les informations déjà recueillies.

Par ailleurs nous nous orientons vers les individus connus ou avec qui nous avons des affinités. Autrement dit des personnes disposées à nous recevoir, parce qu'en dehors d'une relation de confiance, le risque est grand de ne pas avoir l'information recherchée et adéquate.

Plusieurs personnes ne sont pas prêtes à livrer l'information pour une raison ou une autre (raison de sécurité par exemple) ou parce qu'elles ne comprennent pas la question. En effet, dans un contexte où on n'accepte pas de se livrer à qui que ce soit, une relation de confiance est un ultime recours pour avoir l'information.

- **La saturation**

Selon l'évolution de notre enquête, nous nous sommes tôt rendu compte d'un risque de perte de temps, d'énergie et de ressources en cherchant à étendre l'échantillon. En effet, déjà la troisième ou la quatrième personne bien informée sur le phénomène ne nous livrait pas de nouveautés sur le fond de la question, sauf des particularités. Ainsi, on risquait de se répéter. Ce qui nous compliquerait davantage l'encodage et le traitement des données.

Grâce à cette expérience comme le font constater également un certain nombre d'auteurs, nous avons limité le nombre de personnes à interviewer. En effet, selon Ghiglione et Matalon : « *Lorsqu'on utilise des méthodes non standardisées, entretiens non directifs ou entretiens structurés, il est inutile d'interroger un très grand nombre de sujets. L'expérience montre que, pour les thèmes habituellement abordés par ces méthodes, il est rare qu'on voie apparaître des informations nouvelles après le vingtième ou le trentième interview*⁶⁶ ».

D'après Blanchet A. et Gotman de leur part, « *à partir d'un certain nombre d'entretiens, les informations que l'on obtient deviennent redondantes* »⁶⁷.

- **Le revenu : sa taille**

Dans le local par rapport au revenu comme critère, nous avons distingué un local constitué des 'gagne gros' et un local des 'gagne petit'⁶⁸. La distinction par rapport au revenu avait l'objectif, d'une part de déterminer les interactions des uns et des autres par rapport au processus de développement local, d'autre part de connaître les motivations ainsi que les affectations des uns et des autres. Ces dernières (motivations et affectations) sont-elles les mêmes ou différentes chez les uns et les autres ?

En effet, si la motivation à l'associatif est la pauvreté (si pauvreté se définit par rapport au revenu, c'est-à-dire par rapport à sa taille), pourquoi ceux qui sont censés avoir un revenu relativement élevé s'associeraient-ils ou participeraient-ils à l'action collective ou communautaire ?

Pour ce faire, nous avons pris une à deux associations des grands (A.T.PHA.LU, Vendeurs de carburants, ...) et des petits en termes de revenu.

Pour ce qui est des interactions par rapport au développement, il s'agissait de savoir à quels niveaux les uns les autres interagissent par rapport à ce processus. Il s'agit par exemple de la manière dont les associations des uns (grands) interviennent ou peuvent intervenir en faveur des 'petits' pour la création de l'emploi. Autrement dit, comment les 'grands' entraînent les 'petits', membres d'une association pour émerger ou comment ils leur créent une place dans la sphère économique ? Les groupes de fournisseurs de matières premières prêtent-ils par exemple aux petits fabricants des biens et services ? Comment les associations des 'petits'⁶⁹ impliquent-elles les ressources des 'grands' dans la construction du développement ?

Cette analyse nous permet de conclure si la vie associative en Afrique et particulièrement dans la région d'études serait une stratégie des « pauvres », « une *poubelle*

⁶⁶ Ghiglione R. et Matalon B. (1998), *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratiques*, 6^{ème} édition, Armand Colin, Paris, p. 50

⁶⁷ Blanchet A. et Gotman A. (1992), *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Nathan, Paris, p.54.

⁶⁸ Nous avons trouvé que les associations diffèrent non par la nature mais par le degré, la taille. Petit ou grand sont mus par une certaine motivation commune : remplir un certain nombre de fonctions.

⁶⁹ Par 'petits', nous entendons les acteurs courants, impliqués dans les pratiques populaires. Par 'grands', nous voulons désigner les acteurs liés à la modernisation.

des gens incapables de se supporter » ou alors si derrière l'associatif, il n'y a pas que le revenu mais aussi d'autres valeurs.

C'est la raison pour laquelle nous recherchons, à travers les associations que nous avons enquêtées, les rationalités et les irrationalités. Nous avons fourni cet effort pour connaître le succès de cette dynamique d'initiative au sens des acteurs concernés : le maintien et le renforcement de la cohésion sociale, qui est pour eux, non seulement un objectif, mais aussi un instrument pour leur processus de développement.

C'est ainsi qu'à l'échantillon est associé un effectif réduit d'hommes d'affaires qui nous avouent appartenir ou avoir appartenu à une ou plusieurs associations du genre formel ou informel, appelées souvent Clubs. Ils avouent en plus avoir été membres des tontines et des mutuelles. Il est vrai, ces associations ne sont plus du genre tontine où la plupart récoltent l'argent pour le donner à tour de rôle à l'autre. Ce qui est vrai est que c'est à l'intérieur de ces clubs qu'ils savent se sensibiliser mutuellement entre amis pour mobiliser des ressources affectées à des œuvres communautaires (écoles) ainsi qu'à d'autres projets.

Pour ce qui est du local par rapport à la confession religieuse, font partie de nos enquêtes les représentants des différentes confessions religieuses. Ceux-ci n'étaient pas nécessairement des prêtres ou des pasteurs mais aussi des chrétiens engagés dans le processus de développement. Nous avons trouvé utile de les inclure dans notre échantillon à la lumière de leurs interventions dans la construction du développement local. C'était pour connaître et comprendre les différentes stratégies de mobilisation et de construction du développement. C'était aussi pour relever des recoupements entre ces dernières.

0.4.2.3. Procédure de collecte des données : types et objet des questions, administration des questions, observation et participation à l'objet

En vue d'obtenir les données qui nous ont permis d'atteindre nos objectifs, nous avons recouru aux techniques d'interview, d'analyse documentaire, d'observation et de participation à l'objet.

Nos interviews tout comme les séances d'animation auxquelles nous avons participé se sont faites en langue vernaculaire. Ces interviews se font dans la langue de choix de la personne enquêtée ou dans un mélange de différentes langues connues par tous les deux. Ce qui nous a permis de rompre les barrières culturelles (linguistiques).

- **Types et objet des questions**

Notre questionnaire est une forme de guide d'entretien. Les interviews et les questions sont ouvertes. Au lieu d'être fixées, elles sont déterminées par la complexité du terrain. Elles s'adaptent à l'enquêté, à la dynamique qui s'engage à travers le dialogue.

D'autres questions nous étaient inspirées au cours de l'entretien. En effet, un petit dépouillement du soir ou de quelques instants après nos enquêtes, nous permettait de réajuster ou d'adapter notre questionnaire et notre méthode d'approche. Les nouvelles questions étaient administrées à l'enquêté suivant. Nous pouvions aussi revenir auprès de certains de nos enquêtés pour des questions inspirées par d'autres enquêtés en adoptant l'approche qui convient sans établir une barrière entre les différentes approches.

Nous avons donc la possibilité, pour l'enquête suivant, de faire une entrée de jeu par l'une ou l'autre des différentes approches de recherche. Ce qui pouvait nous permettre de progresser vers une autre approche (de l'approche histoire à l'approche relation ou motivation par exemple).

Après des différentes initiatives et des acteurs membres, il était question de nous rendre compte des pratiques de mobilisation et d'affectation des fonds. Il s'agissait de savoir comment l'épargne est mobilisée et en quoi elle est affectée.

L'écoute des expériences nous a permis de relever, de connaître et de comprendre les mécanismes de mobilisation, les intervenants et les différentes pratiques d'intervention, les rationalités et les irrationalités de différents acteurs, leur passé ainsi que leurs motivations. Les questions se préoccupaient aussi de la connaissance et de la compréhension des systèmes de mobilisation ainsi que des rapports entre les acteurs impliqués et les systèmes d'intervention.

Nos questions étaient conçues pour nous permettre de rentrer dans la logique des acteurs, c'est-à-dire de savoir ce qu'ils font, ce qu'ils ont déjà fait, comment ils l'ont fait et ce qui reste à faire, bien sûr en respectant leur logique d'organisation sociale et économique, étant donné que ce sont eux qui expriment le besoin de la consolidation.

Aussi, il était question de récolter, auprès des enquêtés membres des différentes initiatives, le sentiment ou l'impression qu'ils ont de ces initiatives, des pratiques et des mécanismes de mobilisation et d'affectation. Il s'agissait de saisir leur sentiment par rapport à la résolution des problèmes de leur vie et de savoir s'ils s'estiment seuls capables de construire le développement durable.

Ils pouvaient nous révéler ce qu'ils pensent être des conditions de succès. C'est ainsi que, membres et non-membres pouvaient nous livrer leur point de vue sur la portée (possibilités et limites) de la dynamique par rapport aux objectifs poursuivis.

Ce questionnaire visait aussi des caractéristiques personnelles à l'enquête (niveau d'études, catégorie socioprofessionnelle, âge, etc.) ainsi qu'à son association, la motivation à entreprendre, les demandes des populations et les différents modes de financement de l'individu.

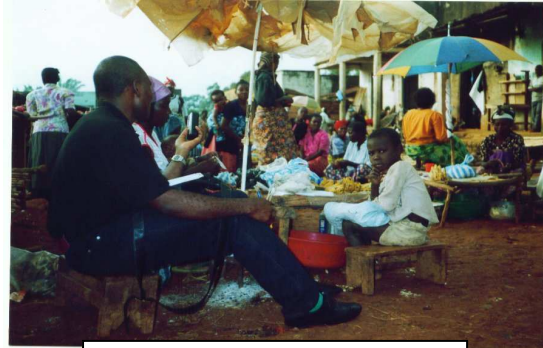
La quantification était une des préoccupations, pas aussi importante que la compréhension. Cette quantification nous permettait d'essayer de coller le discours à la réalité, c'est-à-dire aux réalisations.

- **Administration des questions**

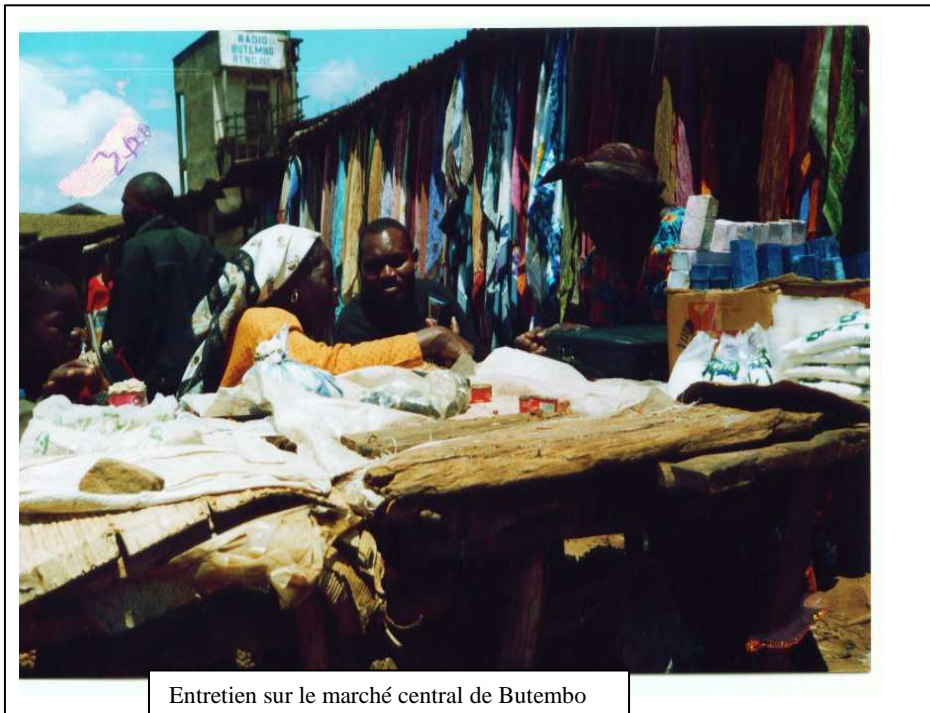
Administrés d'une manière semi-directive, nos entretiens se déroulaient soit au domicile de l'enquêté(e), à mon domicile, au lieu de service ou dans un autre endroit que nous définissions ensemble. Les trois photos ci-dessous nous donnent une idée sur le lieu des enquêtes.



Entretien à domicile avec des dirigeants d'une association à Mbau



Entretien sur le marché central de Beni



Entretien sur le marché central de Butembo

Avant de commencer l'entretien, nous présentions ce que nous sommes. Nous présentions aussi l'objectif de notre recherche. Comme nous avons un appareil enregistreur, il revenait à notre interlocuteur d'autoriser l'enregistrement ou de le refuser. Certains d'entre eux (comme on peut le voir sur l'image ci-dessous) veulent se rassurer si vous n'utilisez pas l'appareil enregistreur. Mais, dans l'ensemble, il ne s'est posé aucun problème. Les entretiens se déroulaient dans un cadre amical.

Nous avons toutefois choisi d'écrire de temps en temps pour réduire le travail exigeant de transcription des données enregistrées par dictaphone. Nous avons aussi adapté les deux techniques de collecte aux circonstances de l'enquête : la disponibi-

té de l'enquête à accepter l'enregistrement⁷⁰ ou les conditions dans lesquelles l'enquête se déroule.



Au moment d'auditionner mes bandes enregistrées, et de lire quelques résultats de nos enquêtes en cours, de temps en temps l'audition ou la lecture était arrêtée.

En effet, l'audition des bandes et/ou la lecture des résultats suscitait des réflexions, des commentaires sur les réponses reçues en fonction des objectifs assignés.

Cet exercice suscitait aussi des suggestions qui constituaient, tantôt de nouveaux axes, tantôt des axes complémentaires d'échanges avec des anciens et/ou nouveaux interlocuteurs. Ce qui permettait de réunir un certain nombre d'aspects qui pouvaient avoir échappé sans prétendre à une exhaustivité. En effet, il y a des enquêtes effectuées d'octobre à décembre 2002, d'autres effectuées de février à mars 2003. Ces enquêtes ont été poursuivies jusqu'à septembre 2003, c'est-à-dire avant notre arrivée en Belgique. En fait, la rencontre avec certaines associations, certains membres d'associations, certaines personnes suscitent l'importance de rencontrer d'autres membres, d'autres personnalités, d'autres associations ou alors des associations complémentaires. Il s'agit par exemple des associations qui disent qu'elles entretiennent des rapports avec d'autres. C'est le cas des associations de la ville avec celles de la campagne, des tontines d'une école avec les coopératives financières, des liaisons des associations autonomes avec des réseaux (Musos et plate forme), des institutions de microcrédit avec les coopecs autonomes, etc. Ce qui m'obligeait d'aller trouver un membre ou deux de ces associations pour savoir la nature des relations entre les différentes associations concernées. Ainsi, compte tenu de la complexité de ces associations, nous ne prétendons pas avoir été exhaustifs. Nous avons privilégié l'objectif de compréhension de cette dynamique. Du reste, ces multicollaborations font partie de la dynamique associative.

⁷⁰ Plusieurs enquêtés sont réticents et demandent expressément de temps en temps de ne pas enregistrer. Ils vous préviennent par exemple : attention, je vous livre ça pour votre information. Arrêtez votre enregistrement.

Les mêmes questions posées différemment, dans des endroits différents ainsi qu'en différentes circonstances nous ont permis de confronter les points de vue de différents intervenants à tel ou tel aspect de la question. Cette démarche nous a permis aussi de relever les convergences et les divergences dans les réponses données. Nous avons la possibilité de faire des recoupements de données.

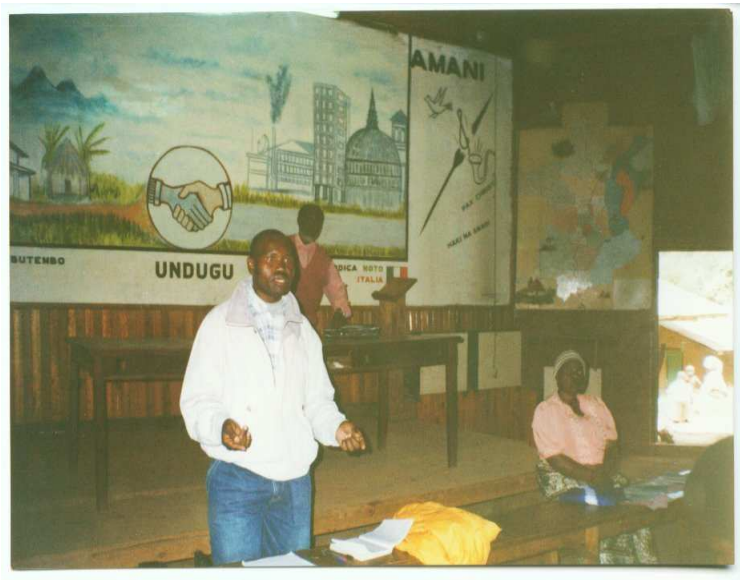
De temps en temps, nous nous faisons passer pour 'ignorant' mais, de temps à autre, pour 'quelqu'un qui connaît'. Cette façon de faire nous a permis de rassembler des éléments d'appréciation des points faibles et des points forts qui ont servi d'éléments de politiques ou de pistes à proposer pour notre thèse.

- **Observation et participation à l'objet**

L'observation nous a été d'une grande utilité pour obtenir des informations. Nous avons participé à cette dynamique d'initiatives comme membre. Dans ces conditions, nous racontons notre expérience (motivation, impression, condition de réussite). Nous avons participé à des séances de sensibilisation, à une assemblée générale des membres d'une coopérative financière ainsi qu'à des réunions des ressortissants sur des questions relatives au développement : le cas de la construction d'une école et d'autres projets. De là, nous avons réalisé comment les décisions se prennent et s'appliquent (la planification). Nous avons assisté à deux réunions des comités de parents d'écoles et nous avons eu la chance de nous entretenir en cours de voyage avec des commerçants de la place (petits ou grands). De ces entretiens, nous avons su comment ils s'adonnent au transfert des fonds pour se mettre à l'abri d'un certain nombre de risques. Ces différentes participations nous ont permis de connaître et de comprendre davantage, de nous ajuster et de suggérer.

Les séances d'animation et de sensibilisation auxquelles nous avons participé sont en même temps des séances d'éducation. Ce sont des moments très cruciaux pour ces organisations qui se veulent aussi bien des objectifs sociaux (de cohésion sociale) qu'économiques (de mobilisation et d'affectation des fonds). On y écoute les expériences et les autres en profitent. On y écoute les difficultés des membres et on essaie d'y apporter des solutions. On envisage des solutions aux problèmes ou encore, quand le problème vous arrive, il n'est pas tellement nouveau. On a des références. On y écoute les doutes et on se réajuste. On y réfléchit. On y apprend du nouveau, des nouvelles pratiques. On prodigue des conseils sur la tenue des documents, on y adopte de nouvelles stratégies. On a le temps de lever les incompréhensions.

Ce sont des moments importants de partage où se renforcent davantage les liens entre les gens. Ce sont de bonnes occasions où se transmettent, à des coûts relativement réduits, des pratiques vitales pour des communautés entières. Ci-dessous quelques images à l'occasion d'une plate-forme des MUSO à Lukanga (20/03/2003).



0.5. Plan du travail

Outre l'introduction et la conclusion, cette thèse s'articule autour de sept chapitres.

Le premier consiste en un éclairage théorique sur la finance populaire et le développement durable. Il examine la place que la théorie dominante sur le développement et son financement offre à la finance populaire.

Le second présente les aspects socio-économiques des territoires au sein desquels se meut la dynamique des pratiques populaires de financement du développement. Il s'agit aussi de lire, dans un temps long, cette dynamique de financement dans la région d'études.

Aux chapitres 3 et 4, nous faisons la connaissance des systèmes de mobilisation et d'affectation de l'épargne. Nous rendons compte de l'efficacité de la finance populaire par rapport au processus de développement. Est-il question d'appréhender la rationalité des acteurs par rapport aux ressources disponibles à travers les réponses aux besoins à caractère individuel et communautaire. Les deux chapitres rendent compte des pratiques des gens.

Le chapitre 5 présente les relations entre les différents systèmes de mobilisation des ressources et de construction du développement. Aussi, se préoccupe-t-il de l'identification et de la compréhension des mécanismes qui favorisent la mobilisation et l'affectation de l'épargne.

Le chapitre 6 se concentre sur les stratégies d'acteurs ainsi que sur les rapports sociaux entre ces acteurs. Il s'agit de connaître les motivations de différents acteurs à la dynamique et de saisir la place de l'individu et du groupe. Ce chapitre examine les cas de conflits et de leur résolution entre les acteurs impliqués dans cette dynamique d'initiatives. Il se consacre enfin aux rapports de genre (hommes-femmes) et examine comment s'intègrent les trois dimensions environnement-population et développement.

Le dernier chapitre propose un cadre pour une meilleure prise en compte des pratiques populaires de financement dans la construction d'un développement durable. Il montre, en fonction des 6 chapitres précédents si l'efficacité se trouve ou pas dans une stratégie de 'grand'.